

Libération

Jeux paralympiques
La sélection «Libé»
des espoirs tricolores

PAGES 10-12

RENTREE MÉDIAS Les cinq grands changements du petit écran **PAGES 14-15**

**FRANÇOIS
RUFFIN**

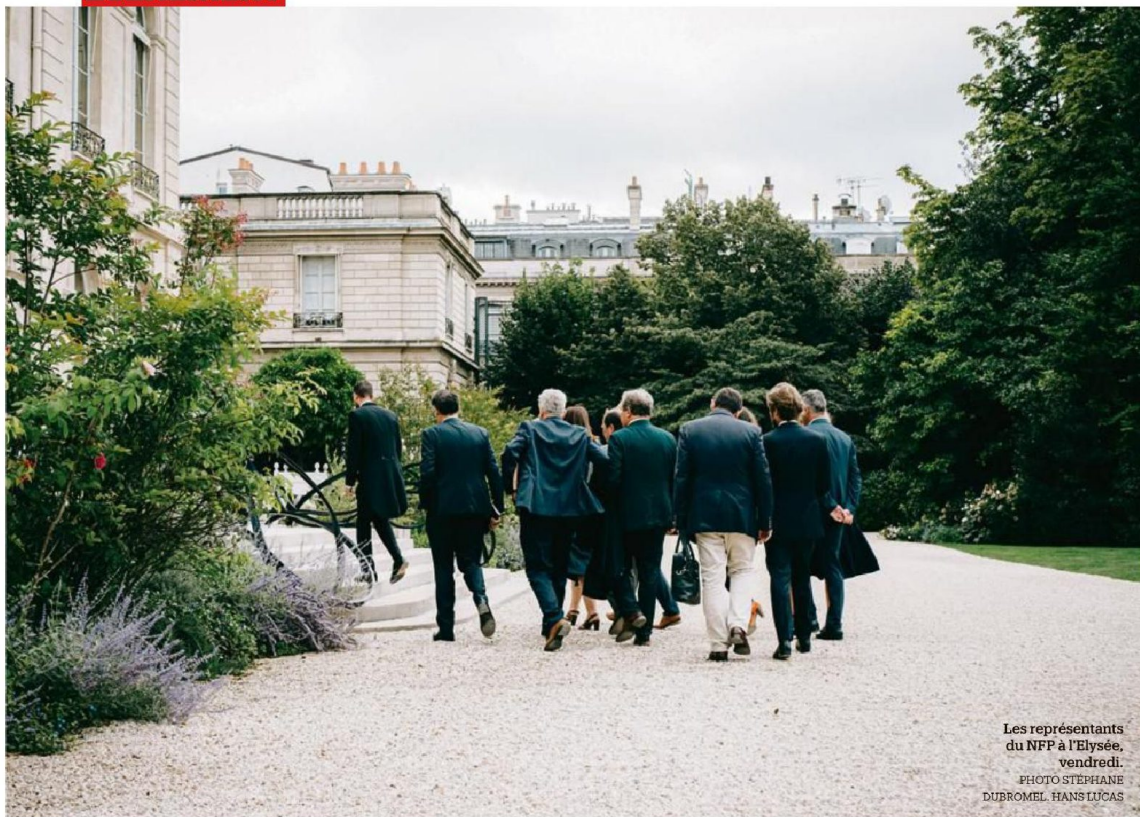
**«MACRON
CROIT GAGNER,
IL FAIT PERDRE
LE PAYS»**

Après le refus d'Emmanuel Macron de nommer Lucie Castets à Matignon, la gauche prépare sa riposte avec une première manifestation prévue le 7 septembre. Le député de la Somme donne son interview de rentrée à «Libération». **PAGES 2-5**

François Ruffin à Amiens, le 27 juin. PHOTO ALBERT FACELLY



M 00135 - 838 - F: 2,70 €



Les représentants
du NFP à l'Élysée,
vendredi.

PHOTO STEPHANE
DUBROMEL, HANS LUCAS

COUP DE FORCE DE MACRON

Pour la gauche, c'est l'hallu finale

Par
CHARLOTTE BELAÏCH
et **SACHA NELKEN**

Emmanuel Macron voulait diviser la gauche, il l'a peut-être ressoudée. Avant les européennes, les grandes manœuvres étaient lancées pour s'émanciper de l'hégémonie insoumise. Socialistes, écologistes et communistes jugeaient dans leur grande majorité la stratégie de Jean-Luc Mélenchon vouée à l'échec, à force d'outrances verbales et de brutalité stratégique. Mais la dissolution a tout bouleversé. Le Président, qui croyait profiter des divisions de la gauche, l'a vue se recomposer sous la forme du Nouveau Front populaire (NFP). Et sa décision, lundi, d'exclure l'hypo-

Après la fin de non-recevoir opposée par Emmanuel Macron à un gouvernement NFP et ses tentatives pour faire éclater l'alliance, les responsables des partis de gauche organisent la riposte.

thèse d'un gouvernement NFP a, à court terme au moins, encore renforcé l'alliance. Certes, chacun garde sa singularité, qui agace parfois les autres. Elle s'exprime notamment dans le type

de réplique envisagé vis-à-vis du chef de l'Etat. Malgré les critiques de leurs partenaires, les insoumis ont immédiatement relancé leur campagne visant à soumettre au Parlement une motion de destitu-

tion du chef de l'Etat. C'est le seul moyen, à leurs yeux, de sanctionner Emmanuel Macron après «son coup de force antidémocratique». Durant leurs universités de rentrée à Valence, le week-end dernier, les mé-

lenchonistes ont martelé qu'un tel processus n'était pas «mort dans l'œuf», contrairement à l'analyse dominante. Ils n'ont cessé d'affirmer que les écologistes, socialistes et communistes avaient mis en doute la forme davantage que le fond. «Si vous êtes vraiment des opposants, vous ne pouvez pas accepter un tel coup de force» de la part de Macron, insistait jeudi dernier le député des Bouches-du-Rhône Manuel Bompard, histoire de mettre la pression sur les autres groupes politiques.

«Macron ne comprend pas la gauche»

A ce stade, l'idée ne convainc toujours pas les partenaires PS et écologistes, à l'exception de Sandrine Rousseau, la seule hors **Suite page 4**

François Ruffin: «Il faut mettre une limite à l'hubris du Président»

Pour le Picard, éloigné depuis quelques semaines de La France insoumise, le coup de force d'Emmanuel Macron n'est que le prolongement de la politique antidémocratique qu'il mène depuis 2017.

En campagne pour sa réélection lors des législatives, chez lui, à Amiens, François Ruffin avait prévu: en cas de défaite le 7 juillet, dans cette circonscription où le Rassemblement national monte d'élection, le député de la Somme arrêterait la politique. Réélu, il continue, désormais hors du mouvement insoumis, avec lequel il a rompu. Candidat potentiel à la présidentielle de 2027, il organise sa rentrée à Filxecourt samedi.

INTERVIEW

A travers la décision d'Emmanuel Macron d'écarter le NFP de Matignon, «c'est toute une classe qui réagit», juge le Picard, déplorant que «certains libéraux préfèrent l'extrême droite à la gauche». Emmanuel Macron a évacué l'hypothèse d'un gouvernement NFP. Il s'agit selon vous d'un déni de démocratie?

C'est une évidence. Mais rien de neuf sous le roi-soleil de Macron: depuis sept ans, «la démocratie c'est moi». Qu'on se souvienne des gilets jaunes, que lui règle non pas par une solution politique mais policière, avec lacrymos et bulldozers. Ou encore le Covid, avec une France suspendue tous les soirs à ses lé-

vres, sur les confinements, les couvre-feux, les commerces fermés, etc. Et le pire, sans doute: les retraites. J'insiste: on est dans ce prolongement. Macron est sorti fortement affaibli des législatives de 2022, sans majorité à l'Assemblée, et encore moins dans le pays. Mais plutôt que de gouverner avec prudence, il a passé les 64 ans en force, contre 8 Français sur 10, contre tous les syndicats unis, et vraisemblablement une majorité des députés. Le bond du vote RN, plusieurs millions d'électeurs en plus, c'est directement lié à cette manière de faire: si c'est ça la démocratie, à quoi bon la démocratie? Mais même aujourd'hui, il poursuit dans le déni, comme s'il n'avait pas essuyé une défaite, comme s'il détenait les manettes. Encore une fois, il croit gagner, en minable Machiavel, mais il fait perdre le pays et la démocratie.

Nous offrons à la macronie une porte de sortie honorable. Sinon ce sera le RN. Mais certains libéraux préfèrent l'extrême droite à la gauche.

Faut-il continuer à dire «rien que le programme et tout le programme» ou faut-il assumer qu'il faudra faire des compromis?

De toute façon, Lucie Castets serait contrainte de diriger comme Macron aurait dû le faire: avec sagesse, retenue et prudence. Le tri dans nos projets de loi sera effectué par l'Assemblée: sur quelles mesures nous trouverons une majorité, sur quelles mesures pas? Aujourd'hui, le souci, c'est de mettre une limite à Macron, à son hubris. Je personna-

lise, mais il faut élargir: à travers lui, c'est toute une classe qui réagit. Le bloc libéral perd la main, et comme quand le sable s'échappe, il faut serrer encore plus fort pour le retenir. Pour quoi? Pour que ne se referme pas la parenthèse libérale ouverte en 1983. Et on voit le patron du Medef sortir du bois, entrer sur le ring politique, réclamer un gouvernement technique. Mais ça n'existe pas, un gouvernement technique! Ça veut dire, simplement, continuer la politique menée depuis quarante ans. Il y a vingt-cinq ans, les 500 premières fortunes françaises représentaient 5 % du PIB, 20 % à l'arrivée de Macron au pouvoir, et aujourd'hui, c'est au-delà des 40 %. Depuis sept ans, ils sont parvenus sans seulement à gérer les salaires réels, mais à les faire reculer! Le capital se gave, les travailleurs sont rationnés: forcément, les premiers veulent que ça continue comme ça.

Qu'est-ce qui vous fait dire qu'un changement est aujourd'hui possible?

Sur le terrain idéologique, nous avons gagné. Les mots marché, compétitivité, mondialisation ne suscitent plus d'enthousiasme, mais de l'inquiétude. 80 % des Français sont pour un impôt sur la fortune, encore plus pour l'indexation des salaires sur l'inflation. 80 % des ouvriers avaient voté, il y a près de vingt ans, contre la «concurrence libre et non faussée». D'où le raidissement du pouvoir. Comme le dit Gramsci: «Quand les masses se détachent des idéologies traditionnelles, la classe dominante recourt à la force de coercition.»

Comment analysez-vous le vote du 7 juillet? La gauche a-t-elle gagné?

Je considère qu'on a sauvé les meubles. C'est un sursis, un répit, qu'il faut mettre à profit. Dans les mois à venir, il faut que les Français voient que sur les retraites, les salaires, même si on ne gagne pas tout, on gagne quelque chose. Il faut qu'on montre qu'il y a un débouché pour eux à gauche. C'est comme ça qu'on préparera la prochaine dissolution, pour avoir cette fois une majorité absolue dans le pays.

Et pour vous, quelle est la suite?

L'avenir le dira. Déjà, être une corde de rappel, ne pas oublier pour qui on se bat: les petits retraités, les salariés qui se lèvent tôt, qui ont mal au dos, et qui le 5 du mois reçoivent un SMS de leur banque parce qu'ils doivent payer des agios. Des Français, des Français qui demandent avant tout, bien souvent, de la stabilité, quand Macron installe de l'instabilité partout, en improvisant une dissolution, en alimentant l'injustice, en abîmant les piliers de la République que sont l'école ou la santé... En face, nous devons être une force qui incarne la stabilité et la protection.

Vous faites votre rentrée à Filxecourt. C'est un tournant?

C'est une première, certes. Mais j'y vois une continuité: porter une voix libre, une parole vraie, dans un bourg ouvrier, là où la gauche doit faire mieux.

Un mois après votre rupture avec La France insoumise, vous ne regrettez rien?

D'un désaccord profond, électoral et moral, s'est installé, enkysté, et a pourri depuis deux ans. Il ne pouvait qu'éclater.

Comment se passe la vie hors des partis?

Comme toujours, libre! Ma famille, c'est la gauche. Celle que j'ai appelée à se rassembler le 9 juin au soir: des insoumis aux socialistes. Mais de toute façon, la vie, ce n'est pas les partis, c'est être auprès des gens.

Pendant les négociations du NFP, vous avez dénoncé le blocage du «cartel des partis». Ce sont eux qui font obstacle à la reconstruction de la gauche aujourd'hui?

Non, dans cette rentrée, ils maintiennent l'unité. Quand ça bloque, ça traîne, je le dis. Et quand ça roule, je le dis aussi. Maintenant, la référence au Front populaire a un sens: à l'époque, la société s'en est emparée. Il faut apprendre des erreurs de la Nupes, de son échec: laissées entre les mains des seules directions, les forces de division l'emportent sur les forces d'unité. Le déni de démocratie de Macron peut être le chemin, le ferment, pour embarquer large: associations, syndicats, hommes et femmes de bonne volonté.

Recueilli par Ch. B.

EDITORIAL

Par
**ALEXANDRA
SCHWARTZBROD**

Chaos

Le quotidien britannique de référence *The Guardian* n'a pas pris de détours, lundi soir, pour résumer la situation politique en France:

«Le chaos.» Et il sait de quoi il parle, lui qui vient de couvrir une crise politique à rallonge au 10, Downing Street. De fait, en annonçant qu'il était hors de question de constituer un gouvernement issu du Nouveau Front populaire, pourtant arrivé en tête aux législatives, Emmanuel Macron a prouvé que les prétendues «consultations» engagées de façon bonhomme n'étaient qu'un leurre. Il a déchaîné la colère de toutes celles et tous ceux qui, dans leur grande majorité, ont indiqué par leur vote qu'ils voulaient une autre politique, et ouvert une période d'incertitudes majeures, alors que les Jeux paralympiques s'ouvrent ce mercredi sous les yeux du monde entier, et que la rentrée scolaire se prépare dans une ambiance de plomb avec une ministre démissionnaire. Pour que le chef de l'Etat en soit réduit à envisager de consulter Nicolas Sarkozy et à déjeûner avec François Bayrou, c'est qu'il ne sait plus comment s'extraire du piège dans lequel il s'est lui-même enfoncé. Mais tout vaut mieux, à ses yeux, qu'une gauche au pouvoir qui détricoterait sa réforme des retraites passée au forceps et menacerait les plus riches qu'il ne cesse de favoriser depuis son arrivée au pouvoir. «A travers lui, c'est toute une classe qui réagit», déclare dans *Libération* le député ex-LFI de la Somme François Ruffin. Des propos qui résonnent étrangement avec la réaction, mardi, du patron du Medef, Patrick Martin, se disant ouvertement «rassuré» par l'éviction du NFP. Cette incertitude et cette inquiétude vont bien au-delà du court terme. Vu l'ampleur de la crise politique ouverte par le chef de l'Etat, il est probable que les Français devront retourner aux urnes à brève échéance. Et vu le peu de cas qui est fait de leur vote, on peut craindre que les électeurs de gauche, cette fois, ne se déplacent pas, au risque de laisser l'extrême droite emporter la mise. ➤



François Ruffin, en campagne législative, à Amiens, le 27 juin. PHOTO ALBERT FACELLY

Suite de la page 3 LFI a s'être déclarée en sa faveur. «Être pour la destitution, c'est être pour la présidentielle anticipée, relève le député socialiste Laurent Baumel. C'est balayer sans avoir essayé la situation inédite de parlementarisme dans laquelle on se trouve.»

Les insoumis en appellent aussi, désormais, à la rue. «La réplique populaire et politique doit être rapide et ferme», a écrit Jean-Luc Mélenchon sur X. Ses troupes appellent à «une grande manifestation contre le coup de force» et «l'autocratie» d'Emmanuel Macron le 7 septembre, lancée notamment par l'Union étudiante, syndicat étudiant proche du mouvement. Les cadres de LFI estiment par ailleurs qu'une forte mobilisation populaire contribuera à rendre acceptable la destitution aux parlementaires réfractaires et hésitants. Comme eux, le secrétaire national du PCF Fabien Roussel appelle les Français «à se mobiliser partout là où ils sont, dans les centres-villes, devant les préfectures». Socialistes et écologistes, eux, se cantonnent pour l'instant à dénoncer la décision du Président et à répéter que Lucie Castets doit être nommée. Les roses n'appellent pas non plus «à aller dans la rue». «Je ne pense pas que ce soit la bonne réponse», a expliqué le député Arthur Delaporte sur BFM. La bonne réponse est entre les mains des parlementaires, c'est la censure. «S'il y a des mobilisations populaires, on y sera», abonde la présidente du groupe écolo à l'Assemblée nationale, Cyrielle Chatelain.

Tous, cependant, ont condamné le veto présidentiel, qualifié de «dénî de démocratie». Tous aussi ont refusé de poursuivre les discussions proposées par le chef de l'Etat aux forces politiques. «Les socialistes ne seront pas les supplétifs d'une macronie finissante et censureront toute tentative de prolongation du macronisme», a prévenu Olivier Faure, le patron socialiste. Alors que Macron avait misé gros, y compris dans sa décision de dissoudre l'Assemblée, sur un divorce entre tout ou partie du PS et la gauche radicale. La formulation choisie par les roses reste cependant floue. Où s'arrête «la prolongation du macronisme»? Que feraient-ils en cas de nomination d'une personnalité proche idéologiquement de la social-démocratie? Les élus PS ne se bousculent pas pour répondre à ces questions et préfèrent affirmer que «ce n'est pas le scénario le plus crédible».

«Macron ne comprend pas la gauche, analyse un élu local qui a l'habitude d'échanger avec lui. Il ne sait pas comment la faire pêter. Pour cela, il aurait fallu qu'il nomme Lucie Castets. Le gouvernement serait tombé à un moment où à un autre, et c'est là que le NFP se serait divisé.» Le Président espère toutefois encore attirer une partie de la social-démocratie, critique de l'alliance avec LFI et sensible à la notion de compromis. Le plan, qui nourrit entre autres l'hypothèse d'une désignation de l'ancien Premier ministre socialiste Bernard Cazeneuve, pourrait fracturer le NFP ainsi que le PS, tout en donnant l'impression d'avoir en-

tendu le choix des électeurs, qui ont placé la coalition de gauche en tête du scrutin. «Tactiquement, le coup de génie est là», admet un socialiste. Contacté par *Libération*, Cazeneuve, qui a quitté le PS en 2022 après l'alliance avec LFI au sein de la Nupes, assure cependant ne pas avoir de contact avec l'Elysée «pour l'instant». «Je ne souhaite pas alimenter la chronique qui prévaut depuis plusieurs semaines bien malgré moi», explique-t-il. Beaucoup pensent que l'ancien chef du gouvernement de François Hollande n'acceptera pas d'être «le jouet de Macron», au moment où celui-ci tente de diviser son ancienne famille politique. Malgré ses critiques envers le PS, et contrairement à beaucoup d'autres, Cazeneuve n'a jamais cédé aux appels macronistes. «Pourquoi trait-il là-dedans s'il n'a pas les moyens d'agir?» interroge le patron du groupe socialiste au Sénat, Patrick Kanner, fervent soutien. «C'est un homme de gauche. Il défendrait le pouvoir d'achat avec une hausse du smic, une vraie conférence salariale, des moyens pour les services publics, une fiscalité plus juste. Quelle marge de manœuvre aurait-il pour mettre tout cela en œuvre?»

«Qui va s'isoler pour suivre Cazeneuve?»

De fait, le camp présidentiel et la droite ne se contentent plus de dire qu'elles s'opposeraient à un gouvernement incluant des ministres insoumis. Ils rejettent aussi, sur le fond, une hausse du smic, des dépenses publiques et des impôts et rechignent à l'idée de remettre en cause la réforme des retraites. Patrick Kanner a fait ses comptes: «Même si les socialistes ne votaient pas la censure, arithmétiquement, on ne pourrait pas l'empêcher.» Le 16 août, l'hypothèse Cazeneuve a été abordée lors d'une réunion des députés PS, sans que les élus ne se prononcent sur l'attitude à observer en cas de nomination. Mais un socialiste interroge, alors que les écologistes ont déjà prévenu qu'ils ne soutiendraient pas l'ancien Premier ministre, invoquant «la gestion catastrophique du dossier de Silex» et «la mort de Rémi Fraisse»: «Qui va s'isoler pour suivre Cazeneuve? Même s'ils sont copains avec lui, c'est grâce au NFP que les 60 députés PS seront réélus en cas de nouvelle dissolution.»

Ces questions étaient à l'ordre du jour du bureau national du PS mardi midi. Depuis plusieurs semaines, les opposants internes d'Olivier Faure crient au manque de démocratie et exigent de débattre de la situation. Au cours des trois longues heures de réunion, la maire de Vaulx-en-Velin, Hélène Geoffroy, a fait valoir une ligne bien différente de celle de la direction. L'élue locale plaide pour une poursuite des discussions avec le président de la République et le refus «d'un vote d'une motion de censure par principe». Pas de quoi, a priori, faire bouger la majorité. Un membre de la direction minimise: «C'est du cinéma de rentrée politique assez classique au PS.»

A l'Elysée, Macron augmente les impros

Le chef de l'Etat, qui espère nommer un Premier ministre d'ici la fin de la semaine, a entamé mardi un déroutant deuxième round de consultations avec les forces politiques, recevant le groupe Liot ou François Bayrou.

Cette fois, l'Elysée a remballé sa chorégraphie. Pas d'entrée de dirigeants de partis empruntant le sentier de gravier dans les jardins de l'Elysée au vu et au su des journalistes, pas de déclaration à la sortie, pas même un programme listant les responsables politiques ou les mystérieuses «personnalités se distinguant par l'expérience du service de l'Etat et de la République» que doit rencontrer Emmanuel Macron. Si le premier round de consultations voulues par le

Président en quête d'un Premier ministre avait été dûment mis en scène, ce nouveau cycle d'échanges qui vise toujours à dégouter un locataire pour Matignon se déroule en douce – souvent au téléphone. Comme improvisé pour donner le change, au lendemain du refus du chef de l'Etat de nommer Lucie Castets, la candidate désignée par le Nouveau Front populaire, pourtant arrivée en tête aux élections législatives.

Tout est déroutant dans cette tentative de rebond élyséen, à commencer par le choix des premiers hôtes reçus mardi matin, Stéphane Lenormand et Christophe Naegelen, du petit groupe Liot, a priori pas les plus déterminants... Le chef de l'Etat les reçoit seul, durant une heure, flanqué d'un conseiller, avant de déjeuner avec le président du Modem, François Bayrou. «Et il va en consulter d'autres dans les heures et jours à venir», assure un de ses proches. Comme pour tromper l'impression de flottement et de vacance du pouvoir, Emmanuel Macron se fend, dans l'après-

midi, d'une brève apparition, sur le perron de l'Elysée, avant de recevoir le chef du gouvernement irlandais. «Les travaux continuent, promet-il. La porte est ouverte et je reçois tous ceux qui veulent bien venir continuer à œuvrer pour l'intérêt supérieur du pays.»

«ÉVITER UNE COALITION NÉGATIVE»

La porte s'est toutefois refermée lundi soir sur le Rassemblement national, son allié Eric Clotti et LFI, aucun n'étant convié pour cette nouvelle série d'échanges. Communistes, socialistes et écologistes ont de leur côté décliné l'invitation, furieux de voir l'option Castets balayée. Reste la droite, dont les représentants – Laurent Wauquiez, Annie Genevard et Bruno Retailleau – retrouveront quant à eux le chemin de l'Elysée ce mercredi. Ils comptent redire leur volonté de voter certains textes, sans pour autant participer au gouvernement. Une ligne de crête, alors que certains chez Les Républicains (LR) embarqueraient bien à bord d'un fu-



Dans la cour de l'Elysée le 23 août, dans l'attente de la sortie des représentants du NFP. PHOTO STEPHANE

tur gouvernement. «On considère qu'on a été constructifs dès juillet», assume un proche de Wauquiez, mentionnant son «pacte législatif». Les chefs de la droite, qui menaçaient de censurer un gouvernement comprenant des ministres LFI, feraient-ils de même pour un gouvernement de centre gauche? Lors de sa rentrée dimanche, Wauquiez a exhorté les «gens de gauche sincères» à s'éloigner de Jean-Luc Mélenchon. Un signe d'ouverture? Cramponné à son objectif de «stabilité institutionnelle», le chef de l'Etat n'en est plus à ambitionner l'émergence d'une majorité relative. Tout juste espère-t-il trouver un Premier ministre qui ne risquerait pas de tomber à la première motion de censure. «On ne va pas faire une coalition positive mais on peut éviter une coalition négative»,

résume le sénateur Renaissance François Patriat. La tâche n'est pas plus aisée. Au tandem centriste de Liot, Macron assure toujours viser une nomination d'ici la fin de la semaine. Mais il reste évasif: le chef de l'Etat les sonde sur les «noms entendus dans la presse»... Sans les citer. Parmi eux, le patron des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, dit ne pas avoir d'échange prévu avec Macron prochainement. L'ex-Premier ministre socialiste Bernard Cazeneuve indique, lui aussi, qu'il n'a pas été contacté. Tout comme le maire PS de Saint-Ouen, Karim Bouamrane, en pleine lumière après le succès des Jeux dans son département. Quid encore de Michel Barnier, l'ex-négociateur du Brexit; de Jean-Louis Borloo; du patron de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, Didier Migaud, ou de celui de la Cour des comptes, Pierre Moscovici, dont les noms circulent?

«MOUTON À CINQ PATTES»

Dans le portrait-robot de ce «mouton à cinq pattes»: expérimenté mais sans ambition présidentielle, politique sans être trop affilié à un camp, «pas quelqu'un qui brille mais qui gère», prône un député Renaissance. «Il faut une personne qui a déjà gouverné, mais sortie du jeu depuis suffisamment longtemps pour avoir le moins d'ennemis possibles, une sorte d'agent dormant qu'on pourrait réactiver», phosopère un interlocuteur du Président. «Nommer un Premier ministre de gauche, après avoir refusé Castets serait un bras d'honneur au NFP. Mais le Président rêve toujours de les fracturer», ajoute un ministre démissionnaire, qui guette les fissures potentielles au sein du PS. Un Premier ministre ces prochains jours, comme l'espère le chef de l'Etat? Rien n'est moins sûr, son agenda de la semaine étant bien garni, entre un déjeuner ce mercredi avec le président allemand, la cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques dans la soirée et un déplacement en Serbie jeudi et vendredi. De quoi faire encore durer une situation déjà inédite depuis 1945... Démissionnaires depuis quarante-trois jours, les ministres ont-ils été reçus mardi un message du Secrétariat général du gouvernement (SGG) leur indiquant que, même après la nomination du futur Premier ministre, ils resteraient en place jusqu'à la formation du prochain gouvernement. Pas de quoi traverser Amélie Oudéa-Castéra, la ministre des Sports «à fond» à la veille des Jeux paralympiques: «Je ne ressens pas un statut démissionnaire!» a-t-elle lâché mardi matin sur LCI. Désarmant d'honnêteté.

VICTOR BOITEAU
et LAURE EQUY



Nicole Belloubet, lors de sa conférence de presse de rentrée, mardi. PHOTO BERTRAND GUAY AFP

La rentrée, une affaire courante de taille pour Nicole Belloubet

La traditionnelle conférence de presse de rentrée s'est tenue, mardi, dans un contexte politique inédit. Certaines réformes lancées avant la dissolution sont gelées.

Elle a immédiatement mis les pieds dans le plat. Face à un parterre de journalistes curieux de voir ce que leur réservait une conférence de presse de rentrée menée par une ministre de l'Éducation démissionnaire, Nicole Belloubet a déclaré, dès l'ouverture de son discours mardi: «J'ai bien conscience que cette rentrée scolaire se déroule dans un contexte un peu inédit sur le plan politique, mais il me semble que le rôle d'un ministre, c'est d'assurer la mission qui lui a été confiée, y compris lorsqu'il expédie les affaires courantes. Il en va naturellement de la continuité de l'Etat et c'est justement lorsqu'il existe une forme d'incertitude que cette continuité apparaît essentielle.»

La rentrée aura lieu le 2 septembre, avec ou sans elle rue de Grenelle, alors autant faire comme d'habitude. «Aucun [enseignant, élève ou parent] ne demande que les sonneries des salles de classe se calent sur celles du Palais Bourbon», a lancé l'ancienne rectrice. Sans faire sienne la formule tarte à la crème du «il y aura bien un prof devant chaque classe», Nicole Belloubet a assuré de façon plus tortueuse que nous étions «tout proches de l'atteinte de nos objectifs de 100% de couverture du besoin en enseignants», grâce notamment à l'anticipation des recrutements de contractuels.

«Fliques». Les groupes-de-niveau-devenus-groupes-de-besoin («Je rappelle que ce ne sont pas des groupes de niveau, ce sont des groupes de besoin. J'insiste là-dessus», a dit la ministre, persistant à se démarquer de la

sémantique de son prédécesseur, Gabriel Attal) seront bien mis en place en sixième et en cinquième dès cette année, «avec pragmatisme et souplesse», a-t-elle précisé, alors que tous les établissements ne disposent pas des mêmes moyens pour les mettre en œuvre.

La généralisation des évaluations des élèves en primaire aura elle aussi bien lieu, malgré la vive opposition des syndicats, dont certains en ont fait un motif d'appel à la grève pour le 10 septembre. «Ce n'est pas du tout un truc mécanique, qui est destiné à fliquer qui que ce soit, c'est un outil supplémentaire qui est proposé aux enseignants», a défendu la ministre, quand les professeurs reprochent à ces tests leur dimension chronophage et contreproductive en termes d'apprentissages. Le pacte, ces missions supplémentaires qui ont fait l'objet d'une vive contestation, sera cette année «financièrement renforcé» et «réorienté prioritairement vers le remplacement de courte durée». Deux cents collèges vont par ailleurs expérimenter l'interdiction totale du téléphone portable, avant une éventuelle généralisation en janvier prochain.

«Priorité». En revanche, faute d'avoir été signée avant la dissolution, la réforme de la formation des futurs profs est à l'arrêt. «Mais il ne fait aucun doute [que le dossier] doit être une priorité du prochain gouvernement», a glissé Nicole Belloubet. Les nouveaux programmes prévus en maternelle (cycle 1) et du CP au CE2 (cycle 2) n'entreront pas non plus en vigueur cette année, mais à la rentrée 2025 si le prochain gouvernement va bien au bout du processus. La nouvelle mouture du brevet, qui prévoit d'augmenter le poids des épreuves terminales dans la note finale (60% contre 40% de contrôle continu, alors que c'est 50-50 aujourd'hui), attend également un coup de tampon du prochain exécutif. L'obligation de décrocher le brevet pour pouvoir passer en seconde est elle aussi gelée.

«Quelques mots sur le budget maintenant. Quelques mots hésitants. [...] Je souhaiterais que le budget de l'Éducation nationale soit à minima sanctuarisé», a poursuivi la ministre, qui estime que le projet budgétaire adressé par Matignon à son ministère la semaine dernière «ne répond pas à l'ensemble de nos besoins». Quid de Nicole Belloubet elle-même dans le bazar politique ambiant? «Si vous me demandez si j'ai envie de continuer, la réponse est oui», a-t-elle indiqué, tout en se disant prête à faire autre chose que chapeauter le ministère de l'Éducation. Un autre marouquin? «Je suis capable d'aller cueillir des champignons à l'automne aussi», a-t-elle répliqué.

ELSA MAUDET



DUBROIEL, HANS LUCAS

ÉDITOS/

Face au blocage politique, un Macron fautif et une gauche pas innocente

Par
THOMAS LEGRAND
Chroniqueur politique

Les responsables politiques de l'ancienne majorité relative comme ceux de la nouvelle majorité très relative font tout à l'envers. Le font-ils exprès ou ont-ils véritablement tous un problème de mœurs démocratique ? Ce n'est pas au président de la République (qui n'est pas responsable devant l'Assemblée) de consulter pour former une majorité, mais plutôt à l'ensemble politique arrivé en tête et qui prétend prendre les commandes à Matignon de se mettre en branle pour créer cette majorité. La gauche ne l'a pas fait. Du haut de ses 28 % et de ses 178 députés, elle a cru pouvoir offrir de diriger avec un gouvernement juste NFP, agrément d'un peu de société civile. Une majorité, c'est un nombre de députés suffisant mais c'est aussi, et concomitamment, un gouvernement composé de façon que ce nombre de député se reconnaisse dans l'équipe de l'exécutif. Donc si le Nou-

veau Front populaire avait voulu imposer la candidature de Lucie Castets avec quelque crédibilité, encore aurait-il fallu qu'il travaille, ces dernières semaines, à négocier avec d'autres forces politiques, non pas des accords législatifs, éventuels et ponctuels, mais un accord de gouvernement. Certes les macronistes auraient refusé (autre incongruité démocratique) à cause de la présence des insoumis. Mais le NFP ne l'a même pas proposé.

La lettre ou l'esprit

Dès le 8 juillet au matin, le Président avait le choix, en respectant la lettre (article 5) de la Constitution ou l'esprit (discours du général de Gaulle à Bayeux en 1946), de nommer une personnalité à même de réunir sur son nom un maximum de députés pour un projet de compromis, ou alors de demander à l'ensemble politique NFP (même si cette structure n'en est juridiquement pas une au sein du Parlement) de travailler, par exemple pendant le temps des Jeux olympiques, à s'ouvrir pour former un gouvernement qui tiendrait le

choc de la responsabilité devant l'Assemblée. Rien de tout ça n'a été fait.

Le nouveau round de négociations en cours depuis mardi ne peut rien donner, puisque ce n'est pas au Président de le mener et que la gauche ne veut plus y participer. Les seules négociations possibles maintenant seraient autour d'une personnalité désignée par le chef de l'État. Et ces négociations seraient plus compliquées, plus méfiantes après tout ce temps de procrastination intéressée. Les socialistes, communistes et écologistes auraient certainement dû les accepter, si elles étaient intervenues après la chute d'un gouvernement Castets purement NFP.

La gauche NFP est plombée par la nature de son alliance. Le NFP était une machine utile et efficace pour lutter contre l'extrême droite et pour faire élire un maximum de députés des partis qui la compose. Mais elle n'est pas conçue pour gouverner. Et si ses membres le prétendent pourtant, elle n'en a de toute façon pas les moyens. Les socialistes, les écologistes et les communistes renonceraient-ils, en vertu de l'accord élec-

toral qui les lie à LFI, à négocier avec une personnalité désignée par le Président et qui leur tendrait la main ?

Responsabilités partagées

C'est une question qui doit se poser. Pour l'instant, c'est non. La réponse à cette question n'est malheureusement pas, il faut le craindre, alimentée par la recherche d'une solution politique de compromis, de coalition, un moindre mal pour le pays qui va avoir besoin de voter un budget. Elle est alimentée par la peur de laisser le champ de l'opposition de gauche libre aux insoumis et d'ainsi ouvrir un boulevard pour Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle qui peut intervenir à n'importe quel moment d'ici 2027.

Dans le blocage qui devient préoccupant, les responsabilités sont partagées. Le premier fautif est le Président, devenu maître en dérèglement des horloges de notre démocratie. Mais la gauche, incapable d'admettre qu'elle n'est que la plus importante de toutes les minorités, n'est pas en reste. ➤

Reformation d'Oasis: beaucoup de brit pop (presque) rien

Par
OLIVIER LAMM
Chef adjoint du service Culture

Ainsi Oasis, groupe emblématique s'il en est de la pop anglosaxonne des années 90, va se reformer pour une série de quatre concerts maouesses à l'été 2025 qui devraient venir dopper la fréquentation touristique à Cardiff, Manchester, Londres, Edimbourg et Dublin, puis dans d'autres villes sur d'autres continents dont les noms restent à être communiqués.

Ainsi Liam et Noel Gallagher, Abel et Cain de la pop britannique brouillés depuis une fatidique et lamentable bataille de chiffonniers sur la scène parisienne de Rock en Seine à l'été 2009, ont-ils rangé les armes après des années d'insultes ininterrompues par médias interposés, dont l'une des dernières en date, sur X, n'a pas

fini de nous faire sourire six mois après - Liam à Noel, dans un questionnaire ouvert de la BBC: «Why are you a massive cunt?» («Pourquoi es-tu un monumental conard?»)

Ainsi la grande majorité des médias européens, dont *Libé*, y sont-ils allés de leur *breaking news* et «push» sur votre téléphone pour annoncer la nouvelle *feel-good* et inattendue, petite leur dans les fils d'actualité noircis par deux guerres et un déni démocratique. Mais laissez-nous tenter, quelques secondes, de vous gâcher le plaisir, si plaisir vous avez éprouvé à l'annonce de cette reformation.

Car il n'y a objectivement - scientifiquement - aucune raison de se réjouir de cette reformation dont l'aspiration, dissimulée comme le veut la tradition sous l'amour du public, fleurit bon le gros virement bancaire sur un compte des îles Caïmans et devrait aboutir, au

mieux, à des concerts best-of médiocres et impersonnels dont la principale catharsis musicale sera portée par les chœurs alcoolisés d'immenses foules de nostalgiques quinquas-quadrantennaires accompagnés de leurs enfants trop fâchés de laisser ce phénomène survenu avant leurs naissances aux Insta de leurs vieilles carnes de progéniteurs.

On le prédit, en fidèle Cassandre, pour avoir vu une myriade de groupes se reformer pour des mauvaises raisons et nous embarrasser de performances en dessous de tout ces dix dernières années, dans absolument tous les genres et à toutes les échelles de notoriété. C'est bien simple, on ira plus vite à compter ceux qui s'obstinent à ne pas se réunir en dépit des ponts d'or des tourneurs toujours plus avides (Talking Heads, The Smiths).

On s'impatiente aussi du moment où on dépassera enfin ce senti-

ment morbide que le meilleur et le plus désirable de notre culture est fatalement situé dans le passé. Même si Oasis, au-delà des bisbilles entre les frangins Gallagher qui rendaient inenvisageable, donc d'autant plus attrayante, la réunion de leur groupe, est dans son rôle en nous exhortant à nous rouler dans la fange du passé en général, et de «notre» jeunesse en particulier. Pour rappel: la deuxième moitié des années 90, âge d'or d'Oasis et de la britpop (Blur, Suede, Menswear, Elastica...) fut sans aucun doute la troisième ère la plus créative pour la musique au Royaume-Uni, après celles de la British Invasion et du punk.

Sauf que comme le raconte David Stubbs dans son livre *1996 and the End of History*, radiographie passionnante de la culture sous l'ère du New Labour, Oasis et la plupart des groupes de la britpop, antimodernes drapés dans leur

Union Jack et le pittoresque de leur franc-parler, n'étaient pas les agents de cette créativité, mais bel et bien les aulnes qui cachaient la forêt.

Forêt électronique bien sûr, autrement plus diverse culturellement, aux confins des cultures rave et sound system, de la techno et du reggae - jungle, drum'n'bass, bleep house, IDM... -, que les Gallagher méprisaient ouvertement (il y a quelques années encore, Liam qualifiait la dance music de «musique du diable»). Et dont le public énorme d'Oasis, qui trépine aujourd'hui d'aller ou retourner les voir enchaîner leurs tubes sur scène, a bien le droit de se fier qu'on la mette en regard de *Wonderwall* ou *Don't Look Back in Anger*.

Oasis, à l'été 2025, occasionnera beaucoup de plaisir chez le public en jouant ses chansons qui déjà, à l'heure où le monde les découvrait il y a trois décennies, hurlaient leur nature rétro et leur passésisme. Ce plaisir est fondé et légitime; on s'autorisera tout de même à se désoler qu'il se répande sur le monde au détriment d'autres propositions artistiques plus optimistes et florissantes, plus contemporaines aussi. ➤

Kamala Harris lors de la convention démocrate, à Chicago le 19 août.
PHOTO CHARLY TRIBALLEAU / AFP



Harris-Trump: une femme de loi contre le pire des machos

Par
SERGE JULY
Cofondateur de «Libération»

C'est un scénario de film idéal sur une campagne présidentielle américaine. Premier chapitre: Trump contre Biden. Le républicain a déjà occupé durant quatre ans la Maison Blanche face au démocrate, président toujours en exercice, chacun pouvant dépenser des milliards de dollars pour jouer la belle. Trump, le milliardaire, traite tous les Américains qui ne le sont pas devenus comme des losers et lorgne la position de leader mondial du populisme, version autoritaire, tout en étant déjà poursuivi par la justice pour l'invasion du Capitole en janvier 2021 par l'extrême droite américaine, et d'autres affaires. Deuxième chapitre: un premier débat télévisé entre les deux candidats, le 27 juin, catastrophique pour Joe Biden, qui a sombré dans les lapsus et pris au passage un terrible coup de vieux. KO, le candidat démocrate n'est plus en état de combattre. Trump dénonce alors un vieillard, sa mémoire

défaillante, qui bafouille et croit la Maison Blanche gagnée. Troisième chapitre: le 13 juillet, meeting de Trump en Pennsylvanie. Une balle lui écorche une oreille. Il a un geste réflexe, en brandissant le poing, qui galvanise tous ses partisans. Pour les républicains, la présidentielle est dès lors évidemment gagnée. Sans cette tentative de meurtre, Biden serait sans doute resté le candidat des démocrates. Avec cet attentat, toutes les planètes semblent alignées pour la victoire du républicain, alors que la panique déferle chez les démocrates qui doivent sacrifier Joe Biden. Le président en exercice, à qui il reste cinq mois à diriger les Etats-Unis et qui a déjà battu Trump, affiche pourtant un bilan qui ferait rêver des dirigeants européens: un taux de chômage en baisse, des salaires qui ont augmenté et de nouvelles infrastructures qui ont vu le jour...

Une étoile est née

Quatrième chapitre: l'opération dépannage. L'affaire semble entendue et tous les hiérarques du Parti démocrate vont changer de candidat comme on change une roue, c'est d'ailleurs une des fonc-

tions des vice-présidents: le dépannage. Paradoxalement, Kamala Harris qui n'aura pas brillé comme vice-présidente, sauf au Sénat, s'impose comme roue de secours. Vite fait bien fait: elle s'est emparée des commandes dans son parti. Dans les sondages, Kamala Harris devance désormais légèrement Trump (49 % contre 46 % des intentions de vote au niveau national, selon une moyenne des enquêtes d'opinion établie par le *New York Times*), de quoi déclencher la machine à insultes contre l'ex-vice-présidente. Car face à cette femme, les républicains apparaissent en panne de stratégie. Et Trump en est réduit à faire du Trump, c'est-à-dire à éructer des bordées d'injures, toutes plus grossières et plus négatives les unes que les autres, même pour son propre électoral féminin.

Le Parti démocrate a mis en scène, pendant la convention, le lancement de Kamala Harris, cette femme aux origines multiples, Kamala Harris, cette femme qui croit dans une nouvelle Amérique. Elle affiche un sourire permanent, qui accompagne un optimisme forcé et fait dire à son adversaire: «C'est le rire

d'une personne folle, d'une démente.» Un rire qui le rend fou? Elle tombe bien, cette candidate. Face au candidat du virilisme et du suprémacisme blanc, Kamala Harris est déjà la candidate de la liberté, mais aussi et surtout celle des femmes, elle qui veut rouvrir le droit fédéral à l'avortement et qui en fera sans doute l'une des clés de cette campagne. L'autre question majeure de la campagne: est-ce qu'elle sera en mesure de diriger les Etats-Unis, ce pays de 333 millions d'habitants, profondément divisé par des années de trumpisme et par le racisme? La manière dont la vice-présidente s'est emparée des commandes de la campagne, ralliant à elle tous les dirigeants du Parti démocrate, tous les financements, tous les courants, en trois discours, rassure les inquiets. Elle a été déclarée «prête à diriger», c'est-à-dire à affronter tous les conflits, même les plus meurtriers, et ils ne manquent pas à la surface du globe. Elle revendique ses fonctions de procureure pour affronter le candidat républicain plusieurs fois repris de justice.

Un scrutin planétaire

Au terme de la convention démocrate, Kamala Harris aura soufflé la vedette de la campagne à Trump, le candidat qui méprise les femmes, qui affirme «les attraper par la chatte» comme il le disait si élégamment en 2005, lors d'une conversation révélée lors de la campagne de 2016. Par ailleurs, le vieux, désormais, c'est lui, qui à 78 ans est menacé à son tour par les dégradations de l'âge. Donald Trump est un homme de plus en plus seul, les siens se sont éloignés, plusieurs de ses proches aussi, qui en première ligne ne participent plus à sa campagne.

L'élection américaine, c'est son originalité, par rapport à toutes les autres élections, intéresse le monde entier, parce que les Etats-Unis restent la plus grande puissance du monde. L'élection américaine ne concerne pas que les Américains, mais elle aura de l'influence sur les Russes comme sur les Français, sur tous les Européens, sur les Baltes comme sur les Allemands, les Palestiniens, sur les Israéliens aussi. Et évidemment, les Ukrainiens et les Chinois.

Trump propose le même mixte autoritaire-populiste-blanc-raciste d'extrême droite: partout des forces politiques qui se réclament de ce cocktail vont miser à nouveau sur le triomphe de Trump. Il n'est pas certain que l'attrance sera équivalente à ce qu'elle fut il y a huit ans: entre-temps, Trump a déçu, a fait peur et on a pu mesurer le revers de la médaille. La campagne à venir, d'ici au 5 novembre, va opposer une femme de loi, Kamala Harris, au pire des machistes. Une femme foncièrement optimiste qui veut changer l'Amérique contre l'empereur du pessimisme qui, chaque fois qu'il parle, voit tout en noir. ➤



Une bibliothèque de Nottingham menacée de fermeture.



Pour Kirsty Jones, conseillère Labour de la ville, l'austérité, «c'est ce que j'ai connu pendant toute ma vie d'adulte».

Austérité A Nottingham, «on ne voit pas comment ça va s'améliorer»

La ville anglaise, comme de nombreuses autres, a vu son budget s'évaporer après quatorze années de gouvernements conservateurs et frôle désormais la faillite. Ses résidents se battent contre une nouvelle série de coupes.

Par
JULIETTE DÉMAS
Envoyée spéciale à Nottingham
Photos **ANDY PILSBURY**

La sentence est tombée le 29 novembre, en deux mots qui font encore frissonner les conseillers municipaux de Nottingham : une «section 114» en langage technique, l'équivalent d'une faillite, pour le quidam. Cet hiver, les autorités locales ont compris qu'elles ne parviendraient pas à équilibrer leur budget et ont déclenché un mécanisme d'urgence, gelant les dépenses non nécessaires avant d'annoncer de larges coupes dans les services publics pour combler le trou.

A Basford, quartier de la banlieue nord, Siân Steans pousse la porte d'une des quatre bibliothèques menacées de fermeture sous ce nouveau régime. Elle salue l'employé posté à l'accueil et rejoint un groupe de militants installé dans un coin calme, sous les hautes fenêtres qui éclairent des rangées de livres. Dans une salle à part, une quinzaine d'adolescents est absorbée dans un jeu de rôle. Un homme pianote sur un ordinateur en libre-service. Avec ses puits de lumière et ses arches, le bâtiment est un héritage de la période minière qu'a connue la région. «Ça serait du vandalisme que de le fermer.»

Siân Steans, la trentaine, a le discours bien rodé de ceux dont ce n'est pas la première bataille. En 2021, elle avait déjà milité pour sauver trois établissements. «De nombreux espaces communautaires ont récemment disparu autour de nous», s'inquiète-t-elle, listant les clubs de sport et de jeunesse qui ont un à un cessé leur activité dans le quartier. Le phénomène n'est pas propre à Nottingham : en une décennie, à l'échelle du Royaume-Uni, plus de 1200 centres dédiés à la petite enfance ont aussi mis la clé sous la porte, malgré leurs effets bénéfiques maintes fois prouvés. «Toutes ces personnes se sont tournées

vers les bibliothèques, qui ont récupéré de nouvelles fonctions.»

Clubs de tricot, temps mère-enfant, cours d'anglais, aide à l'emploi et parfois même banques alimentaires, elles sont peu à peu devenues le dernier rempart contre la solitude, et contre le froid. «Quand on vit dans un logement social, avec peu de lumière et un plafond bas, notre environnement a un impact sur nous. Or les bibliothèques de Nottingham sont lumineuses, spacieuses : elles sont un des rares espaces conçus pour les classes populaires. Dans ce coin, c'est tout ce qu'il nous reste», insiste Siân Steans.

Geanina Andreea, jeune Roumaine qui vient d'être naturalisée britannique, opine : «C'est à la bibliothèque que j'ai appris l'anglais. Et comme je dois constamment faire attention à l'argent en tant que mère célibataire, c'est important qu'elles soient gratuites. Pour moi, ces lieux sont des refuges.»

Au Royaume-Uni, on estime qu'une bibliothèque sur cinq a fermé pendant les années 2010. C'est une des multiples conséquences de l'austérité mise en place par le gouvernement de coalition formé autour du Parti conservateur de David Cameron. Les coupes ont été sauvages, réparties dans de nombreux secteurs – justice, prisons, minima sociaux... Pour les autorités locales, chargées du ramassage des déchets comme de l'aide sociale, les conséquences sont particulièrement sévères : elles ont perdu en moyenne 17,5 % de leur budget en une décennie, tandis que les subventions qui leur sont allouées par le gouvernement ont baissé de 40 %.

DU MAL À RÉSOUDRE L'ÉQUATION

Les effets n'ont pas été les mêmes partout. «Les régions les plus pauvres ont été touchées plus durement», analyse Peter Eekersley, professeur en politique et gestion publiques à l'université Trent de Nottingham. «Celles-ci sont moins en mesure





Siân Steans, habitante et militante de Nottingham.



Banques alimentaires, aide à l'emploi... au fil des ans, les bibliothèques ont endossé de plus en plus de fonctions.

de lever des fonds localement, et dépendent davantage du gouvernement central. Il y a un élément politique à cela : ces zones plus pauvres tendent à être travaillistes, quand les municipalités les plus aisées sont souvent conservatrices.»

Birmingham, deuxième plus grande ville britannique, a elle aussi reçu sa «section 114», tout comme Croydon, au sud de Londres. En tout, on estime que 40% des autorités locales ont du mal à résoudre l'équation entre augmentation du coût des services, demande croissante, et ressources diminuées. A Nottingham, les coupes prévues vont bien au-delà des bibliothèques : il y a les toilettes publiques qui deviendront payantes, les centres pour personnes vulnérables qui fermeront, l'accueil à la mairie reporté en ligne, la fin de l'aide à l'achat d'uniformes scolaires... Ailleurs, l'éclairage public a été réduit, les terrains de football sont moins entretenus, les galeries d'art ne sont plus financées, le ramassage des ordures limité et les taxis pour élèves handicapés remplacés par de simples billets de bus.

La disparition des services de première ligne n'est que la partie visible des dégâts. «La capacité d'analyse politique et stratégique des autorités locales a été supprimée très tôt, car elle n'était pas en contact direct avec la population», souligne Peter Eekersley. Il n'y a déjà plus de réflexion sur l'orientation à donner aux régions à plus long terme. La vérification des normes commerciales s'appuie désormais sur les plaintes des consommateurs et pas sur la prévention des problèmes. On est dans une situation où les municipalités fournissent quasiment des services de dernier recours.»

Depuis 2010, l'austérité s'est installée en arrière-plan. C'est un lent effacement de la qualité de vie, une série de petites humiliations et de disparitions. «C'est ce que j'ai connu pendant toute ma vie d'adulte», se désole la conseillère municipale travailliste Kirsty Jones. Elue à Nottingham en 2023 avec l'intention de changer les choses de l'intérieur, elle a vite déchanté. Autour d'elle, la fontaine qui fait face à l'hôtel de ville est devenue un perchoir pour les pigeons. L'artère commerciale n'est que vitrines fermées. «Quatorze ans

d'austérité, c'est une génération. On ne voit pas comment l'avenir va s'améliorer. Les prix du logement dicent presque l'égroté de nos vies, et on en vient à se demander si on aura une retraite.»

«La ville a perdu quasiment un milliard de livres de fonds sur les dix dernières années. L'ironie de la situation, c'est que le gouvernement nous a donné la permission de vendre des biens, comme des bâtiments, et d'utiliser cet argent pour financer nos dépenses», ajoute-t-elle. Certaines communes ont déjà mis sur le marché leurs espaces verts, bureaux, musées ou piscines publiques. «Mais une fois qu'on aura nos actifs, que nous restera-t-il ? La faillite, la vraie, ne sera alors plus très loin.

«GROSSES FRUSTRATIONS ET GRANDES DÉSILLUSIONS»

Pour le nouveau gouvernement travailliste, élu à une large majorité début juillet, les difficultés des villes vont vite poser problème. «Il faut d'ambitieux changements, mais pour l'instant, je ne vois aucun des partis s'engager dans cette direction, pas même le mien», déplore Kirsty Jones. La chancelière de l'Echiquier, Rachel Reeves, n'a pas prévu de plan de sauvetage, expliquant qu'elle ne pourrait «pas régler tous les problèmes immédiatement». De nouvelles coupes budgétaires sont à prévoir, et le premier budget sera «douloureux». «J'y vois toujours plus d'austérité, et cela va créer de grosses frustrations et une grande désillusion. A long terme, ça aura un coût électoral pour nous», avertit Kirsty Jones.

Les frustrations sont déjà là. Dans le nord de la ville, Siân Steans et Geanina Andreea ont attrapé un bus pour rejoindre une église méthodiste. Au sous-sol, elles se glissent parmi une centaine de résidents qui soutiennent la campagne anti-austérité. A chaque mention de la municipalité, travailliste depuis 1991, un murmure désapprobateur secoue l'assemblée. Les rares élus à avoir bravé le courroux se font discrets, à l'arrière de la salle. Gary Freeman, une des têtes pensantes du groupe, est formel quant à l'avenir : «Le gouvernement devra se battre soit avec nous, soit contre nous.»

Keir Starmer, une rentrée avec un arrière-goût de conservateurs

Si le Premier ministre britannique espère «réparer les fondations» et promet de rétablir la confiance dans les institutions, ses premières annonces laissent entrevoir des décisions difficiles à accepter pour ses électeurs.

Un rayon de soleil, pas un souffle de brise et le cadre bucolique du jardin de Downing Street avec ses buissons de roses savamment taillés. Keir Starmer ne laisse rien au hasard : l'endoroit est celui où Boris Johnson et ses équipes avaient fait la fête en plein confinement. Celui, aussi, où David Cameron et son partenaire de coalition Nick Clegg s'étaient serré la main en 2010 avant de faire déferler sur le Royaume-Uni une vague d'austérité dont l'impact sur les services publics est encore en train de se révéler.

Rhétorique. Cette fois, il est inscrit «réparer les fondations» sur le pupitre, et non plus «stopper les bateaux»,

slogan de l'ancien Premier ministre Rishi Sunak, qui avait fait des traversées illégales de la Manche son cheval de bataille. Quelques dizaines d'électeurs ont été invités pour assister au discours de prénarrée – une manière de les placer au cœur des préoccupations et d'illustrer la bonne foi de ce «gouvernement de services» que la nouvelle administration Starmer entend incarner.

Malgré le changement de rhétorique, les bonnes nouvelles ne sont pas pour tout de suite. «Les choses vont empirer avant de s'améliorer», et «sont pires que ce que nous avions imaginé», a averti Keir Starmer, qui annonce «des sacrifices à court terme pour des bénéfices à long terme». Réagissant aux émeutes racistes qui ont éclaté début août, il a affirmé que les incidents avaient «révélé l'état» du pays, aussi autant de symptômes d'une société «affaiblie par une décennie de divisions et de déclin». Il pointe notamment un «trou» de 22 milliards de livres (26 milliards d'euros) dans les finances publiques, un héritage laissé par ses prédécesseurs. L'exercice est classique : blâmer le gouvernement sortant pour les difficultés actuelles, pendant que

les tories sont distraits par la recherche d'un nouveau leader, et demander de nouveaux efforts au public par la même occasion.

Pilule. Pour les Britanniques, qui ont avant tout voté pour le changement, la pilule risque d'être difficile à avaler. Si le Labour dispose d'une très large majorité à la Chambre des communes, beaucoup de ces sièges ont été arrachés à un faible nombre de voix. Dans le parti, certains s'agacent déjà : dès le vote du programme législatif, en juillet, sept députés étaient suspendus pour avoir réclamé la fin du plafonnement des aides familiales à partir du second enfant, qui maintient 1,6 million de petits Britanniques dans la pauvreté. D'autres pourraient les rejoindre s'ils se rebellent contre la décision de limiter les aides énergétiques distribuées aux retraités, pour un système plus proche des revenus de chaque foyer.

A quelques jours de la reprise du Parlement, Keir Starmer, qui souhaite mener une «décennie de renouveau», tente donc de préparer les esprits à la déception qui risque d'accompagner le premier budget d'octobre.

J.Dé (à Londres)

Nantenin Keïta

«Le niveau paralympique a explosé»

Avant la cérémonie d'ouverture des Jeux ce mercredi soir, rencontre avec la porte-drapeau de la délégation française, qui aborde sa cinquième paralympiade et s'alignera au départ des 100 m et 400 m dans la catégorie T13, réservée aux malvoyants.



La sprinteuse Nantenin Keïta à l'Insep, le 16 juillet.

Recueilli par
DAVID DARLOY
Photo **FLORENCE BROCHON**

Cette fois c'est promis, c'est la dernière. Après Londres, c'était déjà la dernière, certes. Après Tokyo, pareil, c'était fini, elle l'avait annoncé. Mais quand même, les Jeux à la maison... Allez, Paris et puis s'en va ! Nantenin Keïta, 39 ans, vivra sa cinquième et dernière paralympiade les pointes aux pieds dans la capitale. Qui plus est, l'athlète, atteinte d'albinisme et malvoyante, a été choisie par ses pairs pour être la porte-drapeau de la délégation paralympique au côté du paratriathlète Alexis Hanquingnant.

Un aboutissement pour celle qui avait déjà candidaté à ce poste à Tokyo et qui a connu une seule fois la *Marseillaise* olympique, à Rio en 2016, après avoir fini en tête du 400 m dans sa catégorie T13. Habitée des podiums (argent sur 200 m et bronze sur 400 m à Pékin en 2008, bronze encore sur 100 m à Londres), la native de Bamako, arrivée en France à 2 ans pour fuir les menaces encourues à cause de malsaines croyances liées à la blancheur de sa peau, reste sur une amère 4^e place au Japon en 2021 sur 400 m.

On retrouve début juillet la sprinteuse à l'Insep. A quelques semaines du top départ des JO, les lieux se présentent tantôt comme une no-go zone ultrasécurisée pour tout humain non olympien, tantôt comme une gigantesque auberge espagnole – des athlètes du monde entier squattent déjà les allées avant leur installation au village olympique. A l'écart de la cohue, dans le bâtiment du Comité paralympique et sportif français, la fille du chanteur et homme politique malien Salif Keïta s'est posée avec *Libé* pour revenir sur deux décennies d'une carrière souvent pourrie par les blessures, évoquant les progrès de la performance paralympique ainsi que l'importance à ses yeux du rôle de porte-drapeau, qu'elle voit comme un étendard pour faire évoluer les mentalités sur le handicap en France.

Pourquoi avoir voulu être porte-drapeau de la délégation française ?

Dans ce rôle, je vois surtout celui de capitaine de l'équipe de France. Je me sens bien dans cette équipe et je me dis, avec l'expérience que j'ai, que je peux apporter aux autres. Au-delà du rôle au sein de l'équipe, il y a celui auprès des médias, de la population, de tous ceux qui s'intéressent au sport paralympique,

et aussi ceux qui n'es'y inté-ressent pas. Il faut aussi aller les chercher pour faire grandir le mouvement, pour amener plus de monde à pratiquer une activité physique, sportive et montrer que, via le sport, on peut casser des barrières.

Justement, vous parlez de votre expérience. Votre palmarès est fourni...

(Elle coupe) Je ne pense pas qu'il soit si fourni que ça... Enfin, il manque des médailles d'or [malgré celle de Rio, ndr]! Mais vous avez quand même marqué l'histoire de votre discipline...

Je ne sais pas, ce n'est pas par modestie mais par honnêteté que je le dis, j'ai eu des médailles, c'est vrai, mais c'est qui marque dans le sport, c'est d'avoir des médailles d'or.

Et donc l'objectif pour Paris, c'est quoi? L'or?

Par forcément, vous avez vu le niveau de mes concurrentes? (Rires) Moi, c'est vraiment de ressortir des Jeux sans regrets. De me dire que j'ai fait tout ce que je pouvais. Forcément, s'il n'y a pas de médaille, je vais être déçue, mais aujourd'hui, et c'est très bien, le niveau paralympique est élevé et la concurrence est dure. Tant mieux pour la reconnaissance de notre sport, tant pis pour moi.

Votre carrière a aussi été marquée par de nombreuses blessures, notamment une grosse entorse à la cheville qui vous a éloignée de la piste pendant de longs mois. Est-ce que vous prenez encore du plaisir à 39 ans?

Effectivement, j'ai passé plus de temps blessée dans ma carrière que l'inverse. Mais je pense qu'il y a toujours eu du plaisir, sauf peut-être une année sur la préparation de Tokyo où ça a été vraiment très dur. Parce que j'ai été blessée, opérée et ensuite en centre de rééducation. Mais le plaisir revient assez rapidement. Il y a toujours l'objectif qui motive et les gens autour qui permettent de garder ce côté plaisir.

Une médaille chez soi, à Paris, pour votre dernière paralympique, ça serait quand même un formidable happy end. Ça ne met pas trop la pression?

Par rapport à la médaille d'or, non, parce que je suis assez lucide sur mon niveau et celui de mes concurrents. Je vise la meilleure place possible et ce n'est pas forcément l'or. Quand on prend tout le contexte, où évidemment ce serait incroyable, mais je garde les pieds sur terre.

En vingt ans de carrière, comment avez-vous vu votre discipline évoluer? Aujourd'hui, ce qui permet-ait avant d'être champion

paralympique ne permet même plus d'accéder aux finales. Le niveau a explosé en termes de performance pure, mais aussi en termes de densité: sur certaines disciplines, il n'y a certes pas 40 athlètes au départ, mais seulement 12, et elles sont toutes potentiellement médiables. Ça veut dire qu'il y a une densité très forte et que la performance attise la performance. Bien sûr, j'ai aussi remarqué une grosse évolution au niveau de l'intérêt et de la médiatisation des paraspports.

Vous êtes dans la catégorie T13. Quelles sont ses spécificités?

En gros, les athlètes de cette catégorie ne voient pas au-delà de deux ou trois mètres. C'est-à-dire qu'ils ont un champ de vision réduit et une acuité visuelle entre 1/20e et 1/10e. On est la seule catégorie des déficients visuels qui court sans guide. Sinon, on a exactement les mêmes règles que les valides: on ne doit pas mordre sur la ligne de gauche [ou l'athlète est naturellement poussé pendant les virages sur 400 m, ndr].

Comment arrivez-vous à vous repérer sans guide?

Chacun a sa propre manière de voir selon sa déficience. Moi, je vois davantage sur les côtés, quand il y a du soleil ou que c'est trop sombre, ça va me gêner. Ma stratégie, c'est que je vois les contrastes de couleurs. Donc sur une piste bleue ou rouge avec tracé en blanc, ça va être plus simple. Là, avec le violet [choix issu d'une concertation entre le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques, la Fédération internationale d'athlétisme et le diffuseur OBS], je ne sais pas trop comment ça va être.

Vous êtes inquiète?

Sur les images, je n'arrive pas à me rendre compte. Donc ça, j'avoue que ça me fait un peu peur. J'ai l'impression que c'est un violet très lumineux et, avec le soleil, j'ai peur que ça rende la piste encore plus lumineuse et que les contrastes de couleurs se voient encore moins. J'essaie de rester le maximum possible sur le côté droit de mon couloir pour ne pas mordre à gauche.

Aujourd'hui, on parle beaucoup d'héritage des Jeux. Quels acquis attendez-vous après Paris 2024?

Pour moi, c'est vraiment la possibilité de pratiquer une activité physique, quel que soit son handicap. C'est l'héritage le plus important. Il faut créer les conditions pour que la pratique d'une activité physique, quel que soit son type de handicap, soit possible. On ne fera pas des champions et des championnes paralympiques de toutes les

personnes qui vont pratiquer. Mais, à travers le sport, les personnes en situation de handicap peuvent développer des compétences, créer du lien social et améliorer leur condition physique et donc améliorer les pathologies de leur handicap.

Avez-vous un message à passer pour les personnes qui vont peut-être regarder pour la première fois des Jeux paralympiques?

Je pense qu'il faut mettre de côté l'aspect pathos du handicap et se concentrer sur la performance et le dépassement de soi que chaque sportif de haut niveau possède. C'est la première fois qu'il y aura les Jeux paralympiques d'été en France. D'une manière ou d'une autre, les spectateurs vont aussi marquer l'histoire. Et enfin, il y a aussi la découverte de sports qu'on ne voit pas ailleurs: la boccia [un sport assimilable à la pétanque, joué en intérieur avec des balles en cuir], le volley assis, le cécifoot, le rugby fauteuil...

Pourquoi est-ce important aujourd'hui de ne pas faire

de comparaison entre les performances paralympiques et olympiques?

Est-ce que tu compares les performances d'Usain Bolt et celles de [la sprinteuse jamaïcaine] Shericka Jackson? Non, ça ne va pas te venir à l'esprit. Donc pourquoi comparer les olympiques avec les paralympiques sachant que, parfois, ce ne sont pas les mêmes règles, parfois il y a avoir un appareillage d'un côté qui sera absent de l'autre, ou des conditions d'entraînement d'un côté qui ne vont pas être les mêmes de l'autre. Il faut comparer ce qui est comparable.

Vous êtes aussi engagée avec votre père, Salif Keita, dans une fondation qui vient en aide aux personnes albinos au Mali. Quelle est leur situation?

Il faut un petit peu revenir en arrière pour comprendre. En Afrique, les personnes albinos sont traquées, mutilées pour des rites religieux. Situés dans le blanc, c'est qu'il y a forcément quelque chose de mystique en toi, que tu as des super-pouvoirs, que, grâce à toi, on pourrait guérir cer-

tains malades, donner du pouvoir à certaines personnes etc. Ces croyances entraînent encore aujourd'hui des tentatives d'enlèvements d'enfants. Avec la Fondation, on travaille sur trois plans. Celui de la scolarité, car quand on est albinos, on a une déficience visuelle qui accompagne l'albinisme, donc il faut créer les conditions de la scolarisation. C'est indispensable d'étudier dans de bonnes conditions. L'ouverture d'esprit passe aussi par la scolarisation. Il y a également un travail de sensibilisation de la population en leur expliquant qu'un enfant albinos, son seul superpouvoir, c'est d'être un enfant. Et enfin, le volet santé: les personnes albinos sont vulnérables aux rayons du soleil et il y a une méconnaissance qui débouche sur des cancers de la peau chez les enfants.

Au-delà du handicap physique, vous parlez du handicap «social»...

Quand les personnes s'arrêtent à leur apparence physique, elles ne vont pas forcément venir vers toi et vont te donner une personnalité qui

n'est pas la tienne. Plusieurs fois, des personnes se sont moquées de moi, voire ont eu peur de moi, et ce n'est jamais agréable. On ne comprend pas pourquoi nous plus qu'un autre.

Cela arrive encore?

Oui, avec des enfants, mais aussi des adultes. L'autre jour, chez Ikea, une petite à côté de moi pleurait car je lui faisais peur. Je suis allée la voir et je lui ai demandé ce qu'il y avait. Elle m'a parlé de sa peur: «J'ai trouvé ça à la fois courageux de sa part et triste parce que ça voulait dire qu'elle n'avait pas du tout l'habitude de voir la différence autour d'elle. Je me suis chargée de lui expliquer, je lui ai dit que j'avais eu un «petit souci à la fabrication» mais que j'étais comme elle. Il fallait que je lui explique car, si demain elle a une camarade qui est albinos ou différente, ça m'embêterait qu'elle ait peur et que la petite en situation de handicap se dise: «Si elle a peur de moi c'est que je ne suis pas normale.» Parce que moi, c'est ce que j'ai pensé quand j'étais petite, alors que je suis carrément normale. »

Dix parathlètes français à ne pas manquer

Tout jeunes ou plus expérimentés, passage en revue des principaux espoirs de médailles tricolores.

L'objectif est connu depuis des mois: la délégation tricolore vise le top 8 au classement des médailles à Paris. Soit «au minimum 20 médailles d'or», selon la présidente du Comité paralympique, Marie-Amélie Le Fur. Libé dresse une liste, non exhaustive et purement subjective, des athlètes qui devraient contribuer à cette grande moisson annoncée.

Ugo Didier
22 ans, paranatation

Spécialiste du dos, né avec des pieds bots et une atrophie des membres inférieurs, le Toulousain Ugo Didier était revenu des Jeux de Tokyo, en 2021, avec l'argent au 400 m nage libre et le bronze sur le 200 m 4 nages. Depuis multimédaille d'argent aux championnats du monde, l'élève ingénieur a plané trois fois l'or aux derniers championnats d'Europe.

Marie Patouillet
36 ans, paracyclisme

Derniers tours de piste et puis s'en va. Double médaillée de bronze à Tokyo, en poursuite individuelle et sur route, Marie Patouillet, aussi connue pour son combat contre le sexisme et la lesbophobie, s'apprête à troquer son cyclisme

bleu blanc rouge pour sa blouse blanche de médecin. Mais avant, il y a Paris. Lundi, elle nous parle de ces derniers tours de pistes: «Je me les suis déjà imaginés, je sais qu'il y aura beaucoup d'émotions, j'ai envie d'en faire quelque chose de magique.» La coureuse, née avec une malformation du pied, s'aligne sur quatre épreuves: deux sur piste, deux sur route. Elle pourrait être, comme à Tokyo, la première Française sur un podium: jeudi, elle commencera par son épreuve favorite, le contre-la-montre individuel.

Bopha Kong
43 ans, para taekwondo

Des médailles, Bopha Kong en a à revendre. Lundi, il nous confiait qu'il échangerait «ses» quatre titres de champion du monde contre une médaille à Paris, et ce, qu'importe la couleur. C'est que l'athlète, amputé des deux mains après un accident, a per-

formé trop tôt: le taekwondo n'a fait son entrée aux Jeux paralympiques qu'à Tokyo, en 2021, au crépuscule de sa longue carrière. Il avait échoué au pied du podium. Paris sera la compétition de la dernière chance: Bopha Kong raccommèrera sa ceinture à l'issue des Jeux.

Sonia Heckel
35 ans, boccia

Sonia Heckel, ou la précision stupéfiante, menée à la baguette: celle qu'elle utilise pour pousser ses balles de la bouche, le long d'une rampe, à la boccia. L'objectif de ce sport cousin de la pétanque est de s'approcher du «jack», équivalent du cochinon. Atteinte de myopathie génétique, l'athlète, multimédaille en France et en Europe, a aussi été numéro 1 mondiale. Elle concourt en individuel et en équipe pour ses deuxième Jeux après Tokyo.

Souhad Ghazouani
42 ans, parahaltérophilie

Souhad Ghazouani est le pilier français du développé couché, discipline des parahaltérophiles. Née avec une malformation de la colonne vertébrale, l'athlète lilloise a les deux jambes paralysées, ce qui ne l'a pas empêchée de têter du sport très jeune. Depuis Athènes en 2004, elle a décroché, dans différentes catégories, une médaille d'or (à Londres, en 2012), deux d'argent et une de bronze. Elle est aussi multimédaille d'Europe et de France. Souhad Ghazouani, qui participe à ses sixièmes Jeux, est entraînée par

Suite page 12

LIBÉ.FR

A lire aussi sur Libé.fr

■ Un **déparorama** au cœur des préparations de la cérémonie d'ouverture ■ Une **interview** du costumier Louis-Gabriel Nouchi ■ Des **témoignages** des petites mains dans l'ombre des athlètes ■ Les **explications** des règles des disciplines paraspportives

Suite de la page 11 son mari, Mehdi Ourizati, qui encadre l'équipe de France – dont Axel Bourlon, autre gros espoir de médaille.

L'équipe de France de rugby fauteuil

On tente le pari. Celui du collectif. Coachs par un quatuor international – le Belge Bob Vanacker, le Britannique Justin Fishberg, les Français Cédric Dubord et William Ybert – les Bleus du rugby fauteuil débarquent avec de sérieux arguments pour se frotter à la concurrence. Champions d'Europe en 2022 et 2023, les coéquipiers de Cédric Nankin, meilleur défenseur du monde, et du capitaine Jonathan Hivernat seront notamment opposés en poules à la Grande-Bretagne, championne paralympique en titre.

Sandrine Martinet 41 ans, parajudo

Présente depuis Athènes, en 2004, et l'introduction des catégories féminines en para-judo, Sandrine Martinet avait décidé de s'éloigner des tatamis après Tokyo. C'était sans compter un contrat avec l'armée, commencé en 2022, qui a «complètement changé la donne», notamment financièrement, selon ses mots. La triple médaillée d'argent paralympique – elle n'a connu le graal qu'à Rio en 2016 – est une grande prétendante au titre en - 48 kg.

Timothée Adolphe 34 ans, parathlétisme

Celui que l'on surnomme «le guépard blanc» serait-il devenu un chat noir? Aux Jeux, Timothée Adolphe a été malchanceux. En première position en demi-finale à Rio sur 400 m, le sprinteur non voyant est disqualifié pour un pied sur la ligne de son couloir. A Tokyo, le lien qui l'unit à son guide se décroche à 50 cm de l'arrivée et le prive de finale. L'argent au 100 m peine à pallier la déception. Après un record d'Europe sur 400 m explosé en juin, il espère abandonner la scoumoune dans ses deux épreuves de prédilection.

Alex Portal 22 ans, paranatation

Revenu de Tokyo en argent en 200 m 4 nages et en bronze en 400 m nage libre, Alex Portal a rempli sa besace de trois titres et d'une médaille d'argent aux derniers championnats du monde. Son frère Kylian, 17 ans et atteint comme lui d'albinisme oculaire, est aussi en lice aux Jeux: ils pourraient se disputer le titre en 400 m nage libre.

Thu Kamkasomphou 55 ans, parapomp

Il ne faut pas parler d'âge à Thu Kamkasomphou. Un confrère qui lui a demandé lundi si, après Paris, elle prendrait sa retraite s'en souviendra: il s'est pris un retour cinglant de la pongiste de 55 ans. Elle se sent en forme et tant qu'il en sera ainsi, elle continuera. Son palmarès devrait encore s'allonger: en six Jeux, Thu Kamkasomphou a décroché 10 médailles, dont deux en or. Touchée par une périartérite noueuse, maladie auto-immune qui handicape ses déplacements et la rend plus fatigable, elle n'est jamais rentrée bredouille d'une paralympique.

SABRINA CHAMPENOIS,
DAVID DARLOV
et JULIEN LECOT



Ugo Didier, en août. PHOTO JEAN BAPTISTE AUTISSIER. PRESSE SPORT



Thu Kamkasomphou, en 2021. PHOTO VID PONIKVAR. SPORTIDA. SIPA



Souhad Ghazouani, aux Jeux de Londres, en 2012. PHOTO DR



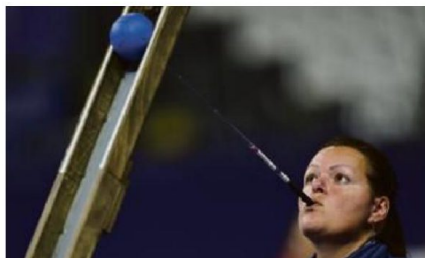
Bopha Kong, à Manchester, en 2022. PHOTO PAUL ROOTS. SPP. SIPA



Timothée Adolphe, à Paris, en 2023. PHOTO DAVID WINTER. SIPA



Marie Patouillet, à Glasgow, en 2023. PHOTO PA IMAGES. JOON SPORT



Sonia Heckel, lundi. PHOTO AITOR ALCALDE. GETTY IMAGES. AFP



Sandrine Martinet, en 2021. PHOTO ANTHONY DIBON. JOON SPORT



Alex Portal, l'année passée. PHOTO ALEX LIVESEY. GETTY IMAGES. AFP



L'équipe de rugby fauteuil, en 2023. PHOTO BAPTISTE PAQUOT. ABACA

Rentrée télé

Des PAF qui se perdent

Avec deux trous à combler après le retrait des fréquences de C8 et NRJ12, les grilles se recomposent. BFM TV et «Télématin» remettent tout à plat, et le groupe Bolloré s'appuie comme d'habitude sur un Hanouna omniprésent. Côté divertissement, marche arrière toute vers les années 90.

Par
ADRIEN FRANQUE

Un mercato d'animateurs plutôt calme, assez peu de nouvelles créations au programme... C'est pas qu'on s'ennuierait, mais presque. À l'heure de sa rentrée, la télé française semble en fait surtout traversée par des mou-

vements profonds, une tectonique des grilles notamment provoquée par la décision estivale de l'Arcom, le régulateur de l'audiovisuel, de ne pas renouveler les fréquences de C8 et NRJ12 l'an prochain (respectivement pour cause d'une colossale pile d'amendes venue sanctionner les innombrables dérapages hanounesques pour

l'une, et d'avoir laissé déperir la chaîne comme un vieux ficus à coups de rediff de *Big Bang Theory* pour l'autre). On accueillera alors comme il se doit, au soir du 28 février 2025, leurs deux remplaçantes, OFTV, la chaîne de *Ouest France*, qui promettait devant l'Arcom une télé du «vrai», qui poserait les «vraies questions» avec les

«vraies gens», et «Télé Franc-Tireur», ou plutôt Réels TV, la future chaîne du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky (par ailleurs créancier de *Libé*), avec le pourtant déjà omniprésent Raphaël Enthoven en figure de proue. On a hâte.

Ailleurs, France Télévisions a (encore) échappé à la fusion avec Radio France. Le dossier pourrait bien revenir sur la table, si la confusion parlementaire prend fin un jour. BFM TV fera, quant à elle, sa révolution dès la fin de l'année avec l'arrivée d'une nouvelle équipe dirigeante, pour les vrais débuts de l'ère Rodolphe Saadé, son riche actionnaire. En attendant, le PAF continuera en ce mois de septembre d'être cet éternel champ de bataille où l'on se vole des points d'audience en relançant de vieux divertissements des années 90, et où les chaînes d'info ripostent au succès d'un présentateur-bateleur de droite en recrutant un autre présentateur-bateleur de droite – on grossit à peine le trait. Sinon, dans l'autre sens, France va proposer le *Napoleon* vu par Abel Gance, monumentale fresque de 1927 longue de sept heures, en prime time le 8 septembre. Comme quoi, on trouve de tout. Tour d'horizon des cinq grandes tendances de la rentrée télé, pour le meilleur et pour le pire.

HANOUNA EN CONTINU

Le pire, d'abord. On ne sait toujours pas où atterrira *Touche pas à mon poste* une fois C8 débranché de la TNT le 1^{er} mars prochain (Canal + ?

CStar ? La poubelle ?). Mais on sait déjà que Cyril Hanouna est encore là, et bien là, en cette rentrée. Il a même repris depuis lundi, à la radio sur Europe 1, avec son hyper partisane émission *On marche sur la tête*, malgré les polémiques de la campagne des législatives et une mise en demeure de l'Arcom pour manque de «mesure» et «d'honnêteté». Autour de la table, entre les habitués commensaux de *TPMP*, voilà Thais d'Escoffon, influenceuse issue de l'extrême droite qui distille sur les réseaux sociaux ses conseils médiévaux sur les relations hommes-femmes. Ça commence bien.

Quant à C8, c'est simple : Cyril Hanouna sera présent toute la sainte semaine à partir du 2 septembre. Du lundi au vendredi avec *TPMP*, ça ne change pas. Et toujours en direct d'ailleurs, malgré les propos des dirigeants de Canal + devant l'Arcom en juillet : ceux-ci avaient promis un «léger différé» à l'avenir pour prévenir les outrances d'Hanouna. Finalement,

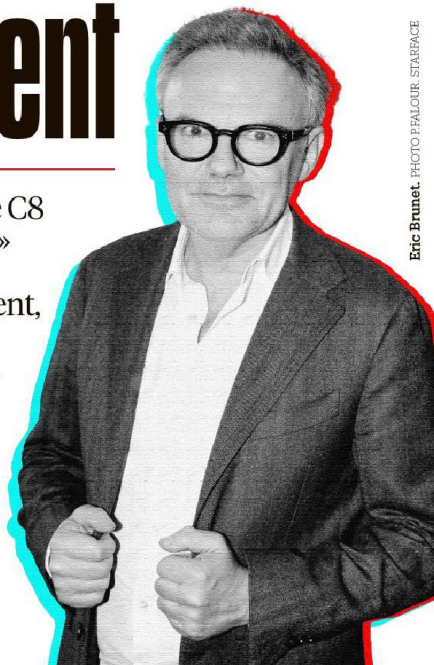
la bonne résolution semble avoir été oubliée, une fois la fréquence de C8 retirée. Moins habituel : Hanouna reprend son programme du week-end testé en début d'année, *Face à Hanouna*, deux émissions, enregistrées celles-là, et diffusées le samedi et le dimanche. *Le Parisien* a fait les comptes : ça fait vingt-sept heures d'antenne par semaine, tous médias confondus. Exécutant (pour nous, et pour lui). Surtout qu'une nouvelle émission monstrueuse s'annonce sur C8, juste avant *TPMP* : après avoir changé dix fois de ligne éditée en une saison avec son PAF, émission médias devenue un machin bien-être et faits divers, l'ex-BFM TV Pascale de la Tour du Pin revient flanquée cette fois d'Eric Naulleau et Yann Moix dans *Pascale, Eric, Yann et les autres*. Vivement le 1^{er} mars.

LA GUÉGUERRE DES CHAÎNES D'INFO

Liberté, Égalité, Brunet ! clame le titre tapageur et pas du tout ringard de l'émission



Cyril Hanouna. PHOTO R. LAFARGUE, ABAÇA



Eric Brunet. PHOTO P. FALCOUR, STARSPACE

sion diffusée tous les soirs à 20 heures, talk-show d'actualité destiné à contrer Pascal Praud sur CNews à la même heure, avec plus ou moins la même recette : Eric Brunet, qui a toujours refusé de céder aux sirènes de Boloré (bon point pour lui), faisait son retour sur BFMTV lundi soir après quatre saisons sur LCI. Un transfert provoqué en partie par sa lassitude de traiter sempiternellement du conflit russo-ukrainien sur la chaîne du groupe TF1, et l'occasion de revenir au bon vieux «*débat à la française*» comme il l'avoue dans les colonnes du *Parisien* : «*Ça me manquait*». Son café du commerce flamant neuf comptera comme piliers de bar Jean-François Achilli, Marlène Schiappa ou Charles Consigny (oui, c'est le casting). Au moins sur CNews, ils font semblant d'avoir un chroniqueur de gauche. Cette non-idée pour contrer Boloré présume en tout cas l'un des feuilletons les plus saignants de la saison 2024 : une bonne vieille course aux audiences, CNews ayant terminé en tête en mai et juin. Depuis, l'état-major de BFMTV s'est vu montrer la porte, nouveau proprio oblige : le directeur de l'information Hervé Bérout et celui de la chaîne Marc-Olivier Fogiel laisseront en fin d'année les rênes de l'antenne à Jean-Philippe Baillet (France Info) et Fabien Namias, sauvagement débauché de LCI. Une révolution de palais censée se dérouler en bonne intelligence.

À côté du retour de Brunet, c'est surtout la fin du bail d'Yves Calvi sur les soirées de BFM qui constitue la principale nouveauté de la grille. Elle entraîne l'arrivée du jeune loup maison Benjamin Duhamel pour une quotidienne au titre tout à fait fogielien. *Tout le monde veut savoir*. Le vendredi, BFMTV testera un autre Pascal Praud de substitution avec Yves Thréard, plus trop en odeur de sainteté au *Figaro*. Du côté de CNews, on ne change pas une recette qui gagne des points d'audience (et des amendes de l'Arcom), tout en se préparant à d'âpres négociations avec l'Arcom sur son futur cahier des charges, probablement remusclé. Enfin à LCI, on a procédé à quelques ajustements : le modérateur helvète Darius Robin hérite du 20 heures en semaine, cédant au passage sa case nocturne du week-end à la guerrière de l'info Anne Nivat, tandis qu'Amélie Carrouët («*travail remarquable de journalisme pas "mâtu-vue"*», nous avait un jour signalé par mail Gildas, lecteur de *Libé* depuis 1975) se

On ne sait toujours pas où atterrira «Touche pas à mon poste» une fois C8 débranchée de la TNT le 1^{er} mars (Canal + ? CStar ? La poubelle ?)

paye une grosse tranche de quotidienne 9 heures-midi.

LES MATINALES EN PLEIN DRAMA

Chez nous, les Steve Carell, Jennifer Aniston ou Reese Witherspoon s'appellent Thomas Sotto, Marie Portolano ou Flavie Flament. Comme la série d'Apple TV+, *The Morning Show*, qui suit les vicissitudes d'une matinale fictive d'un network américain, *Télématin* (France 2) s'est révélée une inépuisable usine à drama ces dernières semaines. Thomas Sotto, dont, coïncidence ou pas, une enquête de *Télérama* racontait les méthodes de travail un brin noivées pour ses collaborateurs, s'est fait la malle sur RTL. Partie en congé maternité, Marie Portolano a de son côté averti qu'elle ne re-

viendrait pas à *Télématin* à son retour. C'est alors Flavie Flament, éloignée de la télé depuis une dizaine d'années (elle officiait sur RTL), qui a été choisie pour lui succéder. Pour l'accompagner, France Télévis semble avoir voulu déboucher un nom chez la concurrence, au grand dam de ses talents maison comme Jean-Baptiste Marteau, dégoûté, selon un SMS aux équipes de *Télématin* révélé par *Pure Médias*. L'heureux élu a été annoncé : ce sera Julien Arnaud, éternel joker des JT de TF1. Notre avis : bon, pour quoi pas. Le nouveau duo fera ses débuts après les Jeux paralympiques.

Côté TF1, le *Bonjour !* de Bruce Toussaint tarde toujours à trouver son public, atteignant difficilement les 300 000 téléspectateurs les meilleurs jours. La matinale qui se veut *feel good* accueille en cette rentrée l'éditorialiste grande gueule Alba Ventura : ça risque de clasher un chouïa niveau ambiance. À côté de ça, le journaliste sportif Karim Bennisani a été titularisé pour décrypter des images de l'actualité, tandis que Candice Mahout, cheffe du service culture de BFMTV, a été chipée à la chaîne d'information. Suffisant pour enfin faire décoller les audiences ?

TOUJOURS + POUR LES PLATEFORMES

Le début d'année avait été l'occasion d'un étalage de

nouvelles stratégies numériques pour les chaînes privées : TF1 et M6 avaient dévolé leurs plateformes en + et une offre offensive niveau créations originales, surtout en fiction. La rentrée est l'occasion d'enfoncer le clou. TF1 mise à fond sur son remake en prises de vues réelles du dessin animé japonais *Car's Eyes* (coproduit par Amazon), ou sa saga de l'été diffusée en septembre (il n'y a plus de saisons) *Brocéliande*, une bretonnerie mystique avec Nolwenn Leroy, au milieu de tout

un tas de séries policières, tentatives avec pitchs et acteurs interchangeables pour reproduire le succès de *HPI : Carpe Diem* avec Samuel Le Bihan, *Satir Barth* avec Florent Peyre, *Flashback* avec Michaël Youn. En attendant son futur feuilleton quotidien, M6 pilonne aussi niveau fiction – c'est plus inhabituel – avec en point d'orgue une mini-série autour des attentats du 13 Novembre, *Les Espions de la terreur*.

Chez France Télévis, la plateforme numérique France.tv a été l'un des points de rendez-vous phares des Jeux olympiques. Elle le sera encore plus pendant les Jeux paralympiques puisque la télé publique détient cette fois l'intégralité des droits de diffusion. Si France 2 et France 3 se relayeront pour montrer la compétition en continu côté télé, avec un plateau installé au pied de l'Arc de triomphe, France.tv proposera toutes les épreuves via différents flux sur sa plateforme.

DIVERTISSEMENT : À FOND LA NOSTALGIE

Le Maillon faible, *le Bigdil*, *le Juste Prix*... bientôt *Intervilles* ? On pensait la télé enfin sortie de sa rétromanie, et puis non, les téléspectateurs semblent toujours plus affamés de nostalgie, dans une époque qui, en même temps, célèbre la reformation d'Oasis (lire page 6) et la sortie d'une suite de *Beetlejuice*. Alors plutôt que de créer de nouveaux formats, les chaînes se tournent à nouveau vers de vieux concepts. Là-dedans, on demande tout de même à voir *le Maillon faible* présenté par Vincent Dedienne – le revival du jeu jadis animé par Laurence Bocolini durera le temps d'une soirée sur M6. La

chaîne, qui vient de relancer *le Juste Prix*, est à la pointe de cette tendance nostalgique, puisque la Six a aussi programmé un retour du divertissement des années 90 *Que le meilleur gagne*. À ce jeu-là, elle risque cependant de se faire rouler dessus par la résurrection que tout le monde attendait : *le Bigdil* avec Vincent Lagaf, annoncé par RMC Story en 2025.

Côté TF1, la grosse annonce côté divertissement est un jeu présenté par Laurent Ruquier, *Projet H*, «*sorte de Cluedo géant*» – ou une tentative de reproduire le succès des *Traîtres* sur M6, l'une des rares nouveautés pertinentes de ces dernières années ? On est mauvaise langue car la Une cherche quand même à innover. Avec *10 sur 10*, bientôt présenté par Arthur, inspiré du jeu de société *Tu te mets combien ?*. Et surtout, avec le monstrueux *Gladiators*, grosse production aux origines anglo-saxonnes où des anonymes défient des golgoths dans une arène de 1500 spectateurs. Le machin sera présenté par Hélène Mannarino, Denis Brogniart et... Jean-Pierre Foucault. Pour le renouvellement des incarnations de TF1, on repassera. À France Télévis, par contre, on tente des choses : comme donner sa chance à l'ancien nageur handisport Théo Curin, qui fait son petit chemin d'animateur sur le service public depuis deux ans. Ce sera pour présenter *Slam* sur France3. Car oui, l'enfant chéri du PAF Cyril Féraud quitte son programme fétiche, pour aller animer *Tout le monde veut prendre sa place* sur France2. Pour le public de la télé française, d'ailleurs, c'est sûrement là l'événement de cette rentrée. ➤



Théo Curin. PHOTO ALMCA



Flavie Flament. PHOTO GETTY AP

LIBÉ.FR

Des cyberattaques ciblent la France après l'arrestation du patron de Telegram

Plusieurs sites français semblent avoir été visés par des attaques informatiques depuis lundi. À l'origine de ces actions : des petits groupes de hackers qui réclament la libération du patron de Telegram, interpellé samedi près de Paris. D'autres se servent de l'événement pour faire de l'autopromotion.



Le fondateur et PDG de la messagerie cryptée Telegram, Pavel Durov, à Barcelone en 2016. PHOTO ALBERT GEA, REUTERS

L'arrestation de Pavel Durov inquiète le Kremlin comme les anti-Poutine

Interpellé samedi, le fondateur de la messagerie cryptée Telegram est toujours en garde à vue en France. En Russie, sa plateforme est à la fois le dernier espace de liberté et un puissant canal de propagande.

Par
VERONIKA DORMAN

De quoi l'arrestation de Pavel Durov, le fondateur de la messagerie cryptée Telegram, est-elle le symptôme ou le symbole ? Alors que la justice française a mis du temps à publier une

liste de douze infractions potentielles, les réactions des Russes ont été immédiates et, pour une fois, relativement unanimes. Pour tous ceux que le régime de Vladimir Poutine a bâillonnés – des journalistes indépendants aux mères de conscrits –, Telegram est l'unique espace d'expression libre et de communication sécurisée, qui échappe un tant soit peu aux services russes. Malgré de nombreuses tentatives, pressions et menaces, le FSB n'a jamais réussi à en prendre le contrôle.

Car ce sont bien les services russes qui, en premier, ont cherché à brider la messagerie cryptée préférée des Russes, offrant à la fois liberté et sécurité. En 2018, quand le FSB

avait exigé que Pavel Durov lui remette les clés de chiffrement de Telegram et donne l'accès aux données personnelles des utilisateurs, Durov, qui a toujours refusé toute modération de la messagerie, avait renvoyé deux clés en métal, avec une lettre arguant que les exigences des autorités n'étaient « pas réalisables techniquement » et violaient le droit constitutionnel des citoyens russes à la confidentialité. L'accès à Telegram avait alors été drastiquement restreint d'avril 2018 à juillet 2020, provoquant des manifestations dans plusieurs villes russes. Grâce aux VPN, la messagerie n'en pâtit presque pas et les autorités russes durent admettre leur défaite. Et de fait, Telegram

est aujourd'hui le dernier espace qui échappe à la censure dans un pays sous cloche. Mais depuis ce week-end, les censeurs eux-mêmes poussent des cris scandalisés, à dénoncer « l'hypocrisie » occidentale. « Nous savons tous très bien comment les démocraties libérales – ou plutôt les dictatures libérales – gèrent les choses lorsque cela les arrange », a déclaré Maria Zakharova, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, sur la chaîne publique Rossiya 24.

Missiles. C'est que, n'étant pas parvenu à la dompter, le Kremlin s'est emparé de la messagerie cryptée pour en faire l'un de ses puissants outils de désinformation. « Au fil des ans, le régime a dépensé d'énormes sommes pour sti-

muler toutes sortes de chaînes de propagande sur Telegram. [...] Une répression de la propagande de l'Etat russe sur Telegram mettrait fin à leur activité lucrative », analyse l'économiste Konstantin Sonin, dans un éditorial du *Moscow Times*. En outre, l'armée russe se sert presque uniquement de Telegram pour mener la guerre contre l'Ukraine, des échanges de renseignements sur le champ de bataille au guidage des missiles. Si Telegram cesse de fonctionner, ou tombe entre les mains de l'ennemi, c'est toute « l'opération spéciale » qui serait en péril. « Le gouvernement russe n'a pas réussi à créer d'autres moyens efficaces de communication militaire. Durov étant détenu par la France, les correspondants militaires

paniquent à l'idée de savoir quels secrets pourraient être divulgués aux services de renseignement français », note encore Sonin.

Dans les heures qui ont suivi l'interpellation de Durov, les fonctionnaires russes auraient été sommés de supprimer leur correspondance officielle sur le réseau, avance Baza, une chaîne Telegram proche du Kremlin : « En outre, selon les sources, cette instruction a également été [...] donnée à certains hommes d'affaires. » Le Kremlin a démenti mardi. « Purger la correspondance est une stupidité totale, dit Dmitri Peskov, le porte-parole du Kremlin. Les fonctionnaires ne sont pas censés utiliser les messageries à des fins officielles. Aucune messagerie n'est fiable en termes de sécurité des informations, y compris Telegram. »

«Fausses valeurs». Les bots pro-Kremlin ont, quant à eux, inondé les réseaux de messages hargneux : l'Europe n'est pas un bastion de la liberté et de la démocratie, mais pratique la censure et persécute les indésirables. L'Occident est le lieu de «fausses valeurs». Contrairement à la Russie, le pays du droit, où la liberté d'expression est réelle. Vladislav Davankov, vice-président de la Douma, s'est écrié (sur Telegram) : « Son arrestation pourrait avoir des motifs politiques et servir à accéder aux informations personnelles des utilisateurs de Telegram. » « L'arrestation du président de Telegram sur le territoire français a eu lieu dans le cadre d'une enquête judiciaire en cours. Ce n'est en rien une décision politique. Il revient aux juges de statuer », s'est défendu Emmanuel Macron sur X.

Le Kremlin a commenté, mardi, toujours par la bouche de Peskov, l'arrestation du milliardaire : « Les accusations sont en effet très graves. Elles nécessitent des preuves tout aussi sérieuses. Sinon, nous sommes en présence d'une tentative directe de restreindre la liberté de communication et, pourrait-on dire, d'une intimidation directe du dirigeant d'une grande entreprise. En d'autres termes, il s'agirait exactement de la politique que monsieur Macron a niée hier. »



LIBÉ.FR

Dans le Var, la lutte s'organise contre la cochenille-tortue L'insecte ravageur, introduit en France en 2021, a déjà décimé une cinquantaine de pins parasols à Saint-Tropez et s'est étendu dans douze communes du département. Les institutions cherchent les solutions, de l'introduction de coccinelles à un insecticide plus agressif. PHOTO PATRICK GHERDOUSLI, DIVERGENCE



Israël Un otage à Gaza sauvé par Tsalal

Les troupes israéliennes ont annoncé avoir sauvé un otage dans la bande de Gaza mardi. Kaid Farhan Alkadi a été récupéré lors d'une «opération de sauvetage complexe» menée par Tsalal et le Shin Bet (le renseignement intérieur israélien), a déclaré l'armée. «Il est en bonne santé et est actuellement transféré à l'hôpital pour des examens médicaux», a-t-elle ajouté sur X, précisant que sa famille avait «été informée de sa libération». L'otage de 52 ans est originaire de Rahat, une ville bédouine du désert du Néguev. D'après le Forum des familles des otages, Kaid Farhan Alkadi travaillait comme vigile au kibboutz Magen, frontalier de la bande de Gaza, au moment de son enlèvement, le 7 octobre. PHOTO REUTERS

Gendarme tué: l'homme interpellé auteur de nombreux délits routiers

Le conducteur suspecté d'avoir mortellement percuté un gendarme lors d'une opération de contrôle routier dans les Alpes-Maritimes a été «interpellé à Cannes» dans la nuit de lundi à mardi, a écrit le ministre démissionnaire de l'Intérieur, Gérard Darmanin, dans un message sur X.

La victime, un adjudant membre du peloton motorisé de gendarmerie, a été heurtée lors d'un contrôle. Le drame s'est produit vers 20 h 40 lundi, quand un individu à bord d'une BMW noire a refusé un contrôle sur la commune de Mougin, près de Cannes, à la sortie de l'autoroute A8, a fait savoir la gendarmerie.

Le véhicule a violemment percuté un des membres du peloton motorisé chargé de cette banale opération et a pris la fuite, a précisé la même source.

Dans un communiqué, le ministère de l'Intérieur a précisé que la victime était âgée de 54 ans, mariée et père de deux enfants âgés de 12 et 16 ans. Cet adjudant était engagé depuis plus de trente ans dans la gendarmerie comme sous-officier et avait rejoint le peloton de Mandelieu-la-Napoule (Alpes-Maritimes) en 2007.

Sur le plateau de BFMTV mardi, le ministre de l'Intérieur démissionnaire a détaillé le profil du conducteur interpellé. Il s'agit d'un

homme de 39 ans, originaire du Cap-Vert, «qui est étranger régulier sur le sol national». Cet homme avait son «permis de conduire, mais avait commis de nombreux faits de délits routiers, notamment de refus d'obtempérer». Gérard Darmanin a conclu en présentant ce conducteur comme un «délinquant de la route» qui a commis «un acte criminel». Le véhicule de l'homme testé positif à un test d'alcoolémie a été retrouvé sur la commune de Vallauris.

Un important dispositif avait été mis en œuvre pour le retrouver, avec un hélicoptère et l'appui de gendarmes des départements voisins. L'enquête, ouverte pour «meur-

tre sur personne dépositaire de l'autorité publique», a été confiée à la brigade de recherches de Cannes et la section de recherches de Marseille.

Emmanuel Macron a réagi sur X quelques heures après le drame: «Je partage la peine profonde de sa famille et de ses camarades du peloton autoroutier de Mandelieu-la-Napoule. La nation se tient à leurs côtés et exprime sa gratitude aux gendarmes qui la protègent», a-t-il écrit. «Ceux qui s'en prennent à ceux qui nous protègent ne doivent jamais connaître le répit», a commenté sur X le Premier ministre démissionnaire, Gabriel Attal.

(avec AFP)

Un nouveau service civique écologique pour les 16-25 ans

Mobiliser la jeunesse pour la planète, c'est l'objectif du nouveau service civique écologique. Le dispositif a été lancé mardi. Sur le site officiel du service civique, il est désormais possible de postuler pour une mission en lien avec les enjeux environnementaux. Concrètement, ce programme permet à des volontaires de s'engager en contrepartie d'une indemnité mensuelle.

Un modèle calqué sur celui du service civique classique, dispositif visant à favoriser l'engagement de citoyenneté créé en 2010. D'après l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, entre 2018 et 2023, plus de 80 000 jeunes ont commencé une mission chaque année. L'ambition de ce nouveau service? Recruter 50 000 jeunes d'ici à 2027. Les contours du dispositif ont été dévoilés en avril par les ministres démissionnaires Sarah El Haïry, chargée de l'Enfance, de la Jeunesse et des Familles, et Christophe Béchu, à la Transition écologique et la Cohésion des territoires. Si le service civique

prend cette teinte verte, c'est pour «favoriser l'engagement des jeunes dans l'ensemble des dimensions de la transition écologique», peut-on lire sur le site du ministère du Travail et des solidarités, alors que «90 % des jeunes se sentent préoccupés par le changement climatique», selon une étude Ifop de 2022.

Un enjeu d'autant plus important que, jusque-là, «moins de 7 % des missions de service civique» étaient «consacrées à cette belle cause qu'est la transition écologique», a expliqué mardi le président de l'Agence de la transition écologique, Sylvain Waserman, sur France Info.

Pour faire connaître ce programme, 1000 «ambassadeurs de la transition écologique» vont être déployés sur l'ensemble du territoire dans les prochains mois. Ils ont pour rôle d'aller à la rencontre des jeunes, les sensibiliser mais surtout les convaincre de s'engager dans une mission. Le travail a déjà commencé en juin, avec le déploiement d'une équipe de 100 personnes.

Sensibilisation du public aux enjeux environnementaux, valorisation des espaces naturels d'une commune, développement d'outils pour l'autonomie énergétique des logements... Le choix est large. Ces missions peuvent s'effectuer au sein d'associations, de collectivités ou encore d'opérateurs publics. Elles durent de six mois à un an et sont rémunérées à hauteur de 620 euros mensuels. Les volontaires bénéficient également d'une protection sociale et de jours de congé. D'un point de vue géographique, ces missions peuvent avoir lieu n'importe où en France mais aussi dans un département ou territoire d'outre-mer, et même à l'étranger. Les annonces sont accessibles en ligne.

Pour s'engager, les jeunes doivent avoir entre 16 et 25 ans, ou jusqu'à 30 ans pour les personnes handicapées. Il est aussi nécessaire de disposer d'une pièce d'identité française ou d'un titre de séjour en France. D'ormis ces deux points, aucune autre condition n'est nécessaire.

CASSANDRE LERAY

94

centimètres en trente ans, c'est la montée du niveau des eaux à l'échelle mondiale, alarme le secrétaire général des Nations unies. C'est une «catastrophe mondiale», qui met en péril l'espace vital, les ressources en eau et en nourriture des populations du Pacifique. António Guterres a lancé, mardi au sommet du Forum des îles du Pacifique, un «SOS mondial» sur la montée des eaux dans le Pacifique, en dévoilant des travaux de recherche y témoignant d'une élévation plus rapide que la moyenne mondiale. Les îles du Pacifique, faiblement peuplées et peu dotées en industries lourdes, rejettent collectivement moins de 0,02 % des émissions mondiales annuelles de gaz à effet de serre. Mais ce vaste ensemble est touché de plein fouet par les effets du réchauffement climatique. D'après un rapport de l'Organisation météorologique mondiale, le niveau des mers a crû de 15 cm dans certaines zones du Pacifique. «Il est de plus en plus évident que nous allons rapidement manquer de temps pour enrayer la tendance», s'alarme Celeste Saulo, secrétaire générale de cette agence onusienne de référence.

Ukraine Un deuxième front en Russie?

Le gouverneur de la région de Belgorod, Vyacheslav Gladkov, a rapporté mardi des «informations» selon lesquelles «l'ennemi essaye de percer la frontière» dans cette région située à environ 150 km au sud de celle de Koursk, où une offensive ukrainienne est en cours. Selon la chaîne Telegram Mash, réputée proche des autorités russes, des militaires ukrainiens essaient d'entrer dans la région via la localité frontalière de Nekhoteevka.

Argentine La femme qui accuse deux rugbymen français de viol a tenté de se suicider

L'Argentine accusant de viol Hugo Auradou et Oscar Jégou a fait une tentative de suicide vendredi, ont fait savoir ses avocats lundi. «Pour cette raison, elle ne s'est pas présentée à l'audience» ce jour-là, a précisé l'un d'eux. Les conseils des joueurs de rugby, remis en liberté mais interdits de quitter l'Argentine, entendaient déposer ce jour-là une demande de non-lieu pour obtenir leur retour en France.

Libération

**Chaque mardi,
la newsletter
de «Libération» passe
au crible l'extrême
droite, du RN
aux groupuscules
violents**



FRONTAL

Inscrivez-vous sur libe.fr/frontal



Libération

www.liberation.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 85 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL
Libération
SARL au capital
de 23 243 862 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199
Principal actionnaire
Presse Industrielle SAS

Copérants
Dov Allon,
Amandine Bascou-Rometu

Directeur de la publication
Dov Allon

Directeur de la rédaction
Dov Allon

Directeur délégué
de la rédaction
Paul Guinio

Directrices adjointes
de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois
(spécial), Frédéric
Béziaud (préresse),
Laure Bretton (JO), Gilles
Dhara (photos web),
Christian Losson
(enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (L),
Sonia Delesalle-Solper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yann Duval (forums),
Mathieu Ecoffier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cédric Mathiot
(checknews),
Camélia Faugam (actu),
Dider Peron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.liberation.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 95 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES
& CARNET
10, bd de Grenelle
75013 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@lemedi.fr

IMPRESSION
Midl Print (Galleries),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Javelle),
GLA (Héric)
Imprimé en France

ACPM
44 ans
100% FSC
100% recyclé

Membre de l'ACPM,
CCFAP : 1125 C 80064,
ISSN 0335-1793.
Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenteur de
l'Eco-label européen
N° F13701

Indicateur
d'eutrophisation :
PTEX 0.029 kg/t de papier
La responsabilité du
journal ne saurait être
engagée en cas de non-
restitution de documents.
Pour joindre un journaliste
par mail : initiale du
prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5362 MOYEN

5			6	2	4		3	9
				8			2	5
	8	3		5		4	6	
	1						9	
8	3		1	9	6		5	2
	5						8	
	2	5		7		9	4	6
	9			6				
6			5	1	9			3

SUDOKU 5362 DIFFICILE

7		1			2	3	6	
		3		2			9	
	2		3			5	8	1
8	9	6						
	7	6		5			2	
					8	6		7
2	1			4		6		
5			3		9			
	3	7			1			5



Solutions des
grilles précédentes

MOYEN

3	1	6	7	9	2	8	5	4
8	4	7	1	3	5	6	2	9
5	9	2	4	6	8	1	7	3
9	6	8	2	5	7	4	3	1
2	7	4	3	6	1	5	9	6
1	5	3	6	4	9	7	8	2
4	2	5	8	1	3	9	6	7
6	3	9	5	7	4	2	1	8
7	8	1	9	2	6	3	4	5

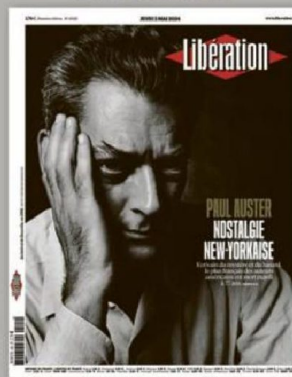
DIFFICILE

6	5	2	9	7	4	8	1	3
9	3	4	6	1	8	5	2	7
8	7	1	2	3	5	4	9	6
1	4	5	3	8	2	6	7	9
2	8	7	5	6	9	1	3	4
3	6	9	7	4	1	2	5	8
7	2	3	8	5	6	9	4	1
4	9	6	1	2	3	7	8	5
5	1	8	4	9	7	3	6	2

Libération

La boutique

**Retrouvez les derniers
numéros de «Libération»
et nos collectifs sur
notre boutique**



[BOUTIQUE.LIBERATION.FR](https://boutique.liberation.fr)



Des traces de l'érosion d'une dune sur l'île de Noirmoutier (Vendée), le 29 février.

PHOTO THÉOPHILE TROSSAT

Face à l'enjeu climatique, les littoraux doivent se repenser

Pour le géographe Samuel Robert, l'érosion côtière et le risque de submersion marine impliquent une adaptation qui se heurte à l'économie touristique et résidentielle.

Sur le littoral français, l'été a, cette année encore, attiré de nombreux visiteurs et touristes. Beaucoup y ont passé du bon temps et certains ont même rêvé de pouvoir y acquiescer un pied-à-terre ou y habiter pour toujours. Pourtant, ces paysages ne sont pas immuables. Ils sont affectés par les effets du changement climatique. L'érosion et le recul rapide de la côte sableuse dans les Landes et en Gironde, les submersions sur le littoral charentais et vendéen, les tempêtes associées aux grandes marées en Bretagne, le recul des falaises normandes, ou encore les «coups» de mer sur la Côte d'Azur en sont des manifestations évidentes, spectaculaires et parfois meurtrières. Aussi, parce que le réchauffement de la planète est un phénomène de grande amplitude, ses effets vont s'exprimer dans la durée. Les côtes françaises vont donc s'éroder et subir des inondations voire l'avancée de la mer pendant encore de longues années. Pour y faire face, l'Etat a développé un cadre stratégique et réglementaire visant à limiter les risques et à organiser l'adaptation des territoires, dont la loi climat et résilience d'août 2021 est l'outil le plus récent. Breviement résumés, les principes d'aménagement à mettre en œuvre dans les documents d'urbanisme sont de réduire les risques induits par la recrudescence et l'amplification des aléas venus de la mer sur des côtes très aménagées (obligation de l'ajout d'un étage aux habitations situées en zone submersible, délimitation de zones non aedificandi à proximité d'un secteur en forte érosion, non-reconstruction et démolition d'immeubles ayant été affectés par un aléa, par exemple), et de

permettre l'épanchement des eaux marines sur les terres lors d'événements météo marins extrêmes afin de limiter la pression sur les espaces les plus aménagés.

De Hyères à Lacanau

Ainsi, depuis un peu plus d'une dizaine d'années, les notions de recul ou retrait stratégique, de relocalisation, ou encore de reconstitution spatiale circulent dans les services de l'Etat et dans les territoires. Elles désignent le déplacement et/ou le réaménagement de logements, d'équipements publics ou privés, d'espaces de loisirs et d'infrastructures (voie routière, voie ferrée), pour les soustraire ou les adapter au risque. Pour évaluer la faisabilité et préparer les exécutifs locaux ainsi que les habitants à de telles opérations, des expérimentations ont été menées dès 2012 (à Auli, Hyères, Lacanau, Petit-Bourg ou encore Vias), ouvrant la voie à l'élaboration de stratégies de gestion dite «intégrée» du trait de côte, soit une gestion du rivage faisant intervenir tous les acteurs concernés, pour traiter simultanément de toutes les thématiques d'intérêt, et ce aux différentes échelles pertinentes de réflexion. Cependant, dans un pays où le tourisme littoral et les résidences secondaires en bord de mer sont très développés, en lien avec un fort attachement aux paysages côtiers et un engouement puissant pour les activités récréatives liées à la mer, cette nouvelle doctrine produit des résistances et crée un dilemme pour de nombreux acteurs locaux. Soit ils optent pour sa mise en œuvre au risque de compromettre leur modèle de développement. Soit ils «résistent» et cherchent d'autres solutions pour

maintenir ce modèle, au risque de s'exposer davantage aux aléas marins. L'adaptation du littoral se heurte ainsi à une puissante inertie territoriale, découlant d'une dépendance à l'économie touristique et résidentielle qui n'a cessé de s'accroître ces dernières décennies.

Dépendance du tourisme

Pour saisir l'acuité du problème, il faut rappeler que l'économie de «l'accueil» est très développée sur les côtes françaises. Dans l'Hexagone, 25% des logements des communes riveraines de la mer et des lagunes sont des résidences secondaires (contre 9,7% dans les métropoles) et les taux peuvent être très élevés dans un grand nombre de petites localités : Etretat (46%), Saint-Gilles-Croix-de-Vie (48%), Hossegor (65%), Wissant (71%), Le Grau-du-Roi (80%). Cette spécialisation crée une dépendance aux recettes fiscales issues des résidences secondaires (taxes foncières) ou découlant des transactions immobilières (droits de mutation à titre onéreux), de même qu'aux revenus indirects liés à la présence des résidents secondaires, auxquels il faut ajouter les touristes qui fréquentent ces mêmes localités. Aussi, l'aménagement de l'espace et l'urbanisme reflètent ce profil résidentiel et touristique. L'urbanisation s'étire le long du rivage et valorise la proximité de la mer, tout comme beaucoup d'infrastructures et équipements : complexes hôteliers, ports de plaisance, marinas, promenades ou boulevards de bord de mer, casinos, établissements de loisirs, complexes sportifs, etc. In fine, la centralité fonctionnelle et l'identité urbaine de nombreuses communes sont étroitement liées à la mer, tandis que celle-ci alimente toujours un fort «désir de littoral», au point que même des malsons, pourtant très objectivement exposées à des risques, continuent de trouver acquiescent. Comment s'en éloigner ? Comment reconfigurer des bords de mer emblématiques, participant du patrimoine collectif et générateur d'activité économique et d'emplois ? Que faire lorsque des dizaines voire des centaines d'habitants ne sont plus séparées de la mer que par des enrochements ou des dunes improvisées ? Il est difficile de répondre à de telles questions, mais il est certain qu'un secteur touristique et résidentiel très développé, tout comme des aménagements poursuivant la survaleurisation des bords de mer (à l'instar des travaux actuels de requalification de la Croisette à Cannes, de la «promenade de mer» à La Baule, ou le projet «nouvelles vagues» à Royan) peuvent entraver la réflexion et l'élaboration de stratégies d'adaptation appropriées à l'enjeu climatique. Plus que jamais, il est nécessaire d'imaginer d'autres formes de mise en valeur, d'autres logiques d'aménagement et d'autres manières d'habiter les territoires littoraux. Aussi, ce type d'exercice doit concerner l'ensemble des parties prenantes (habitants, résidents secondaires, élus, acteurs économiques et associatifs) voire des acteurs de la recherche et du monde artistique. Changer de paradigme et se projeter dans le temps long requiert l'effort et la contribution de tous. ➤

Par
SAMUEL ROBERT



Géographe, directeur de recherche au CNRS, membre du laboratoire Espace (UMR 7300) à l'université d'Aix-Marseille

IDÉES/

Faire front pour l'école: une urgence pour la République

Alors que l'on attend la nomination d'un ou d'une ministre de l'Éducation, les représentants du syndicat majoritaire dans l'école primaire appellent à un renforcement urgent des moyens dans ce secteur.

Face aux crises climatiques, géopolitiques et sociales qui menacent notre avenir, défendre les valeurs républicaines et une culture commune capable de transformer le monde est plus que jamais un impératif. Si les personnels des écoles s'engagent chaque jour avec détermination, leurs efforts ne suffisent plus à compenser un manque criant de moyens et une succession de réformes inopérantes, imposées contre l'avis des professionnels et ignorant des pans entiers de la recherche en éducation. Or cette institution, vitale pour la République, vacille. Les moyens stagnent, les postes manquent, les classes ferment, le métier de professeur des écoles n'attire plus. Dans un contexte de dévalorisation d'une profession qui subit le déclassement salarial et une dégradation continue de ses conditions de travail, le sous-investissement chronique rend notre système éducatif fébrile. Pour la République, l'école publique mérite mieux. Il est urgent de fournir aux enseignants les moyens de travailler et de redonner du sens à leur métier. Cela passe par une formation de qualité, des recrutements suffisants et une véritable politique d'attractivité du métier.

Dialogue. Dans la recomposition politique inédite que nous vivons aujourd'hui, l'école publique doit constituer la première grande cause nationale capable de rassembler une majorité qui s'accorde sur son importance décisive. A court terme, nous appelons le ou la prochaine ministre de l'Éducation nationale à abandonner au plus vite un certain nombre de mesures inégalitaires, tels

que le « choc des savoirs » et le « pacte enseignants », et à renouer un dialogue honnête avec l'ensemble des acteurs de l'éducation pour transformer notre école. Alors qu'ils sont un levier essentiel pour la réussite scolaire, nos effectifs d'élèves par classe restent désespérément supérieurs à la moyenne de l'OCDE. Il est urgent d'en finir avec les fermetures de classes et les suppressions de postes. Plutôt que de servir un objectif d'économie budgétaire, la baisse démographique doit bénéficier à l'école et aux élèves, pour atteindre des effectifs comparables à la moyenne européenne. Climat de la classe, attention portée aux élèves en difficulté, meilleure gestion des conflits, inclusion facilitée des élèves en situation de handicap... autant d'arguments qui permettent d'attester qu'avoir 20 élèves dans une classe est la clé de voûte de la transformation de l'école. Dans cet objectif, nous exhortons le Parlement à voter dès cet automne une loi de finances à la hauteur des enjeux, garantissant un budget suffisant pour les effectifs et un moratoire sur la carte scolaire, sans nouvelles fermetures de classes l'année prochaine.

Formateur. A moyen terme, c'est un plan ambitieux et dans la durée qu'il convient d'engager pour le service public d'éducation. Il est impératif de faire confiance aux professionnels de terrain, ce qui impose de rompre avec les politiques éducatives descendantes et hors sol. Les mesures engagées par le gouvernement précédent, basées sur des injonctions et des incantations, ne sont pas de nature à répondre aux enjeux. Mettre en place des nouveaux programmes nécessite des temps de réflexion avec les professionnels de l'école. En 2015, les programmes avaient ainsi été conçus avec la coopération des enseignants, mais remis en cause dès 2017 par le ministre Blanquer, ils n'ont jamais pu être mis en place correctement. Or, l'éducation a besoin d'un temps long, qui n'est pas celui du politique et des ambitions personnelles des ministres qui se succèdent. L'école maternelle française est

la première étape pour tous les élèves, elle est donc précieuse et singulière. Tout à la fois bienveillante et exigeante, elle concourt à leur réussite en permettant de ne pas brûler les étapes, par la prise en compte du rythme d'apprentissage de chacun et chacune. Favoriser leur épanouissement grâce à des locaux et un mobilier spécifiques, ainsi qu'une pédagogie adaptée, permet aux enfants de comprendre les enjeux de l'école et d'y apprendre ce qui fera d'eux des élèves en réussite. C'est toute cette spécificité qu'elle doit conserver, à l'opposé de la volonté de modifier les programmes pour « préparer les élèves » aux évaluations de début de CP. Ce formatage, qui se généralise tout au

long de la scolarité primaire, ne pourra que nuire aux élèves les plus en difficulté. Mais la meilleure politique éducative ne pourra fonctionner sans que soit pris à bras-le-corps le problème majeur du manque d'attractivité du métier de professeur des écoles. Si les causes en sont multifactorielles, la question des salaires et du pouvoir d'achat reste essentielle. Malgré des augmentations obtenues en 2023, l'absence de mesures de rattrapage, de perspectives de carrière et de revalorisation vient renforcer le déclassement salarial, et donc l'image de la profession. Vitale pour la République, l'école publique mérite mieux. La

France doit réaffirmer collectivement son engagement pour une école émancipatrice, fidèle aux principes républicains et ambitieuse pour tous les élèves. L'école a toujours fait front pour la République. Il est temps que la République et ses élus fassent front pour l'école. ➤

Par
**GUISLAINE
DAVID,
BLANDINE TURKI
et NICOLAS
WALLET**

Cosecrétaires généraux
de la FSU-Snuipp

SIGNÉ GOGO



Par
SANDRA ONANA

Ils ne vieilliront plus ensemble, où est le problème? Ale et Alex se séparent après quinze ans de relation et ont décidé de ne pas en faire un fromage, à la différence de leurs amis pour qui ils campaient le couple idéal, indestructible. Mieux, ils organisent une fiesta avec tous leurs proches, bien décidés à conclure dans la joie plutôt que dans les larmes. Rien ne sera dit sur le motif de cette rupture, et cette indétermination lui donne des airs d'inévitable. C'est le «voilà, c'est fini» de ceux qui n'ont pas prévu de se haïr, ni de se déchirer, partagent encore un lit à l'amiable et finissent les phrases de l'autre par habitude, comme si la complicité était l'autre nom de l'usure. On aura vu les deux mêmes, ou presque, tomber amoureux dans *Eva en août*, et se laisser rattraper par les questions obsédantes de l'engagement dans *Venez voir*. Non pas qu'il importe d'avoir vu les «épisodes précédents» pour être saisi par la tension mélancolique qui les suit à la trace. L'Espagnol Jonás Trueba ne semble pas avoir prémédité une trilogie du couple à la manière d'un Richard Linklater avec la série des *Before Sunset*, *Before Sunrise*, *Before Midnight*. Mais se contente de filmer les comédiens qu'il aime – sa compagne Itzaso Arana et Vito Sanz – pour enregistrer le passage du temps sur eux, les interprètes cosignant également le scénario du film.

ASTUCE

On les avait connus plus doux et lunaires, ces Madrilènes au sociotype reconnaissable, lecteurs de Kierkegaard, bohèmes à mort et arpenteurs de vide-grenier, jamais sans leur sac en toile. Un nouveau registre les pousse dans des retranchements plus fêlés, leur prête une discrète outrance monomaniaque qui ne rend jamais le film ironique, mais autorise à décliner et répéter une même situation jusqu'à l'épuisement. Ce sera donc l'annonce à l'entourage de cette séparation d'un commun accord, aussitôt doublée de l'invitation à venir célébrer leur rupture en grande pompe. Famille et amis, concert live, *garden party*. «Comme un mariage mais à l'envers» : rabâcheront-ils deux heures durant, piqués par on ne sait quelle mouche. Puisqu'ils vous disent qu'ils vont bien, il ne faut quand même pas le redire cent fois? Eh bien si, en espagnol et en (mauvais) anglais, aux couples d'amis plus ou moins catastrophés et aux collègues de boulot, au plombier qui s'en contrefiche et au père âgé



«Septembre sans attendre» Une fête qui déchire

Retrouvant ses acteurs fétiches, le cinéaste espagnol Jonás Trueba signe une comédie douce-amère sur la fin d'un couple qui décide de célébrer sa rupture, jouant de la répétition des dialogues et des situations jusqu'au vertige.

qui n'en croit pas ses oreilles, quand bien même est-il à l'origine de cette idée démente – n'a-t-il pas toujours enseigné à sa fille Ale que les séparations méritaient d'être autant célébrées que les unions? C'est toute l'astuce du film que ces dialogues aux airs de disque rayés, serinés presque à l'identique d'une scène à

l'autre. Jonás Trueba en tire une impression de plus en plus lancinante, qui précise la pente existentielle de l'intrigue et laisse affleurer le gouffre. Ale est une cinéaste glissée dans des allures garçonneuses, qu'on s' imagine indépendante, Alex est acteur, l'air moins autonome ou solide sur ses appuis. Ils ont juste-

ment tourné un dernier film ensemble avant le dépôt de bilan, et voilà que ces images s'emmêlent à celles de la fiction qu'on est en train de regarder, et qu'on croyait au-dessus de tout soupçon. Est-ce qu'on avance, est-ce qu'on tourne en rond? Comment conclure, et le veut-on vraiment? Ce n'est pas in-

nocent, le titre original, *Volveréis*, signifie «vous reviendrez». Rêvant sans cesse de refaire le film et ne se privant pas de le rembobiner ou l'accélérer sur la table de montage, Trueba se montre plus joueur avec la forme qu'auparavant. Il aime toujours jeter des citations dans son moteur, regardant cette

Ale (Itaso Arana) et Alex, (Vito Sanz) se séparent et ont décidé que ce n'était pas grave. Les deux acteurs ont également cosigné le scénario. PHOTO ARIZONA DISTRIBUTION

CINÉMA

«Je suis un grand fan de “Maris et Femmes” de Woody Allen»

Jonás Trueba commente les citations et inspirations qui hantent «Septembre sans attendre», dans le sillage des comédies de l'âge d'or d'Hollywood, mais pas seulement.

Jonás Trueba a grandi en terres cinéphiles : son père, Fernando Trueba, est également cinéaste. Et plus que jamais, convoque de nombreuses références avec *Septembre sans attendre*, des comédies du remariage hollywoodiennes (lire ci-contre) à *Un jour sans fin*, le film culte de Harold Ramis. Entretien érudit pour tenter d'en faire le tour.

L'ouverture de *Septembre sans attendre*, dans un lit, de nuit, avec une discussion entre un homme et une femme, évoque *Drive My Car* de Ryusuke Hamaguchi, autre film sur la parole dans le couple...

Hamaguchi est l'un des cinéastes contemporains les plus importants à mon avis. Parce que c'est un cinéaste du présent, mais aussi du futur, il nous montre un chemin, une lumière. Je l'ai senti très fort en sortant du *Mal n'existe pas*, je crois qu'il est capable de parler de choses qui sont dans l'air mais sans être dogmatique ou idéologique, sur un plan vraiment cinématographique. C'est très difficile de faire ce qu'il fait. Mon préféré de lui c'est les *Contes du hasard* et *autres fantaisies*, et j'aime aussi beaucoup son tout premier, *Happy Hours*. Je dois dire que *Drive My Car* n'est pas mon favori, il est le plus mainstream, il adapte Murakami, je le sens moins présent. Pour en venir au début de mon film, je savais que je

voulais qu'il commence de façon très directe, presque programmatique. Qu'on sache exactement ce qui va se jouer, de quoi il va s'agir. En même temps, il y a une ambiguïté car on ne sait pas si c'est un rêve : les personnages peuvent penser avoir rêvé, le spectateur pense que ça n'a pas eu lieu. Tout le film se développe ensuite sur cette hypothèse.

Dans *Maris et Femmes* de Woody Allen, un couple annonce à un autre qu'il se sépare, et cela provoque des réactions inattendues... un argument un peu similaire au vôtre.

Je suis un grand fan. C'est un film que j'ai longtemps considéré comme mon préféré de Woody Allen. Aujourd'hui, je ne sais pas si je pense encore ça, mais en tout cas je l'ai énormément regardé et même si nous n'en avons pas parlé pendant la préparation, il a forcément compté. La première séquence du film est vraiment magistrale, c'est vrai qu'il fonctionne un peu de la même manière que *Septembre sans attendre*, mais en miroir inversé. Ce que Woody Allen filme dans son ouverture, c'est cette réaction très délicate des amis et comment cela nous implique, nous affecte. J'adore cette idée, qu'on retrouve dans beaucoup de situations de la vie.

Le couple a une discussion autour de *Elle* de Blake Edwards, qu'ils viennent de regarder chez eux, et notamment de la vision de la femme qui s'y déploie. En quoi est-il un bon film pour le débat, et est-ce une situa-

tion inspirée du réel ?

On débute toujours avec les comédiens comme si on allait faire un documentaire, et la fiction arrive ensuite. On essaye au maximum de travailler avec nous-mêmes, comme si on était des personnages de fiction. Il y a beaucoup de choses qui partent de nous, de nos préoccupations, et notamment de cette tentation, que je déplore, de révisionnisme radical, comme si nous étions des enfants incapables de regarder.

Un film des années 80 se regarde avec du recul mais on doit comprendre justement ce type de films là. Je ne sais pas si Blake Edwards est misogyne, il est de son époque c'est sûr. Elle est intéressante parce qu'au fond les visions d'Ale et Alex sont toutes deux acceptables.

Dans la scène suivante, on voit Alex qui adopte l'argument d'Ale face à lui. Ça montre à la fois la porosité des opinions, comment le dialogue peut nous changer, c'est l'idée de Stanley Cavell, mais aussi comment on est constamment en opposition avec la personne en face, comment on recherche la dispute. Pour revenir à Blake Edwards, il a fait des films très différents, il a travaillé sur les clichés et il les travaille bien. Sa limite c'est la représentation constamment sexualisée des personnages féminins, mais en même temps, il critique les clichés qu'il met en scène. Je trouve qu'il s'en sort bien, même si c'est de façon un peu cynique.

Vous citez *Cette sacrée vérité* de Leo McCarey et les comédies du remariage américaines des

années 40-50. Au-delà des sujets, c'est aussi leur mise en scène qui vous inspire ?

Oui, l'esprit de la mise en scène de ces films m'inspire. Le travail sur les mouvements de caméra par rapport aux états du personnage par exemple. J'ai revu *La Dame du vendredi* d'Howard Hawks, le début est extrêmement précis par rapport à ça, c'est brillant, ce sont des plans longs, très dialogués, les mouvements sont subtils, il y a un ballet incroyable entre les acteurs et la caméra. Hawks est un maître dans la façon de filmer les situations avec la distance juste, il trouve une forme de style invisible. On peut dire ça aussi de *Cette sacrée vérité*, dont l'interprétation aussi est très moderne, de même que les héroïnes de *Madame porte la culotte* ou *Philadelphia Story* [tous deux réalisés par George Cukor, ndlr], ce sont des personnages qui peuvent servir de guide encore aujourd'hui.

Ce qui me chagrine dans les films que je vois actuellement, c'est qu'il n'y a plus personne derrière la caméra. On filme sous plein d'angles différents et on charcute au montage. Alors que le choix fondamental du cinéma, c'est choisir depuis quelle position on va voir la scène qu'on filme. Bien sûr, il y a des cinéastes comme Scorsese ou Desplechin qui tournent sous beaucoup d'angles mais ils font ça très bien car il y a une pensée, une logique derrière. Ce n'est pas gratuit. Je pense que cette science de la mise en scène classique nous manque aujourd'hui. Il y a un cinéaste européen qui s'est souvent mis en scène comme réalisateur, dans des films proches de son vœu, c'est Nanni Moretti... Je me souviens que son

dernier film, *Vers un avenir radieux*, est sorti juste avant qu'on commence à tourner. Je sentais qu'il allait me dire des choses fondamentales sur la façon dont il fallait réfléchir à l'art. Je trouve le film imparfait mais il montre un cinéaste en train de vieillir, qui peut faire rire à ses dépens, qui fait une sorte d'autoparodie. Il montre aussi la discussion qu'il a avec lui-même sur l'ambiance dans laquelle on crée aujourd'hui. Il ose nommer les choses, Netflix, les plateformes, la façon dont on voudrait que tout le monde fasse du cinéma. C'est très franc, frontal. Je voulais lui dire «merci», ça me donnait de la force que quelqu'un le dise haut et fort à ce moment-là.

Un jour sans fin d'Harold Ramis est une référence plus étonnante...

Je me suis rendu compte de l'importance de ce film en faisant l'interview pour le dossier de presse. Quand j'étais ado, je me souviens que mon père m'a dit : «Il va sortir un film sur un homme qui revit toujours la même journée.» Et cette idée m'a obsédée, avant même d'avoir découvert le film. Ensuite ça a été encore pire ! Je l'ai revu un nombre incalculable de fois. Il me fait rire mais il émeut aussi beaucoup, parce qu'on assiste à la transformation de Bill Murray, qui s'améliore grâce à ce long travail de recommencement. C'est vraiment un film que Frank Capra aurait pu faire, avec ce côté un peu conservateur aussi, cette ode au mariage, comme un film des années 40. Encore aujourd'hui, je dois dire que cette idée est un fil rouge de ce que j'essaye de faire : le travail sur la répétition et la variation.

Recueilli par
LAURA TULLIER

fois vers le Hollywood classique, de Leo McCarey à Blake Edwards, mais donne surtout à sentir l'écart qui nous sépare des comédies de remariage d'antan, où les amants se chamaillent pour mieux se réconcilier. Notre époque serait plutôt celle des comédies de rupture en mode mineur, la chronique au sourire triste, le mélo faussement désinvolte, l'esquisse en demi-teinte plutôt que les engueulades burlesques et le romantisme au marteau-piqueur.

RETROUVAILLES

Ne surtout pas croire que Jonás Trueba prend ses cœurs brisés à la légère. Ce n'est pas pour rien si cette scène de fête censée officialiser la rupture se refuse interminablement au spectateur, promise par le film et sans cesse renvoyée dans le lointain si proche du mois de septembre (mais d'ailleurs, quel jour est-on ?). Trop occupés à crier sur tous les toits qu'ils se quittent, Ale et Alex ne se quittent pas encore, pas tout de suite. Et s'il est finalement permis d'imaginer leurs retrouvailles, c'est que le scénario entier semble loucher autour d'une seule question, qu'il faudra bien finir par lâcher pour s'en débarrasser une fois pour toutes : «Pourquoi on ne s'embrasse pas ?» Oui tiens, pourquoi ?

SEPTEMBRE SANS ATTENDRE
de JONÁS TRUEBA avec Itaso Arana, Vito Sanz... 1h54.

GINÉMA/



Dans la *Prisonnière de Bordeaux*, Isabelle Huppert campe une grande bourgeoise. PHOTO LES FILMS DU LOSANGE

«La Prisonnière de Bordeaux», les potes du pénitencier

Dans un film tout en douceur et légèreté, Patricia Mazuy narre une histoire d'amitié transclasse entre deux femmes jouées par Isabelle Huppert et Hafsia Herzi.

Il y a des ouvertures, comme des fins de film, dont on ne se remet pas. Celle de *la Prisonnière de Bordeaux*, qui est à la fois un début et, on le comprendra plus tard, une sorte de fin, est exemplaire, époustouflante dans son genre : au son de la mélodie entêtante d'Amine Bouhafa (le compositeur de BO qui monte), on sent – plus qu'on ne voit – apparaître Isabelle Huppert, fleur parmi les fleurs violettes et rouges du fleuriste chez qui elle compose son coûteux bouquet.

Portrait. C'est par le plafond miroité que Patricia Mazuy filme, comme pour nous signifier qu'ici, pour son septième long métrage, tout sera sens dessus dessous : Achille Reggiani, son fils et héros du grand film sombre qu'était *Bowling Saturne*, passe le relais en

choisissant les roses pour Alma. On abandonne ainsi la noirceur visqueuse, la violence sèche et retorse, on passe côté pastel, côté mélo. On comprend le besoin de la réalisatrice de chercher la douceur et plus que jamais la phrase attribuée à Truffaut, qu'un film se fait toujours contre le précédent. Avec *la Prisonnière de Bordeaux*, Mazuy s'essaye au *feel good movie*, elle qui nous a davantage habitués à l'excès, au tordu, au flirt avec les limites ; elle troque également les grands espaces pour le confiné d'une maison de maître, exercice périlleux pour celle dont le western a toujours été l'horizon et qui en garde ici la trace seulement dans son titre.

La cinéaste offre à Huppert un rôle qui tranche avec sa filmographie : un rôle de vraie gentille, sans venin et presque sans double fond.

Si l'argument de départ n'est pas franchement jouasse – Alma, la grande bourgeoise, rencontre Mina, la prolète, dans le hall d'une prison bordelaise –, le film ne renoncera jamais à son vœu de légèreté. Chacune attend donc son tour de parloir hebdomadaire, l'une avec le flegme donné par son âge et sa condition sociale, l'autre avec la désespérance de ceux pour qui jamais rien n'est simple. La longue séquence dans la salle d'attente de la prison plante le décor mental, nous renseigne sur l'état de ces femmes condamnées à errer dans leur vie entre deux visites. Les voilà réunies, pour un temps que l'on devine forcément limité, le temps d'un film qui serait là pour «faire comme si», pour réparer, pour émettre l'hypothèse de la liberté. Cette histoire d'amitié transclasse un peu improbable, la cinéaste la doit à Pierre Courrège et François Bégau-deau, les deux scénaristes dont le premier a longtemps cherché de quoi réaliser lui-même le film. Aurait-il été autre, plus social, plus naturaliste ? Chez Mazuy en tout cas, cette rencontre est l'occasion d'un film de portrait nimbé dans des couleurs chatoyantes qui l'oxide loin du sujet de société. L'important est de mettre deux femmes face à face, deux ac-

trices dont on se dit que c'était une évidence de les associer (plus tôt cet été, elles partageaient déjà l'affiche dans *les Gens d'à côté* d'André Téchiné) parce qu'elles viennent de deux planètes si différentes, l'une terrienne et flegmatique, l'autre évanescence, au bord du gouffre. Et la réalisatrice de vouloir offrir à Huppert, plus de vingt ans après *Saint Cyr*, un rôle qui tranche avec sa filmographie : un rôle de vraie gentille, sans venin et presque sans double fond.

Masques. Mais la charge Huppert est telle que l'entreprise n'est pas aisée. Ainsi, *la Prisonnière de Bordeaux* s'irrigue longtemps (et c'est tant mieux) d'un parfum de danger, à l'image de son titre ambigu : qui va être la matonne de l'autre, dans cette chronique de l'accueil et de la solidarité féminine ? N'y aurait-il pas un loup caché, au hasard, sous la prévenance un peu border d'Alma, qui improvise une virée à la mer ou une fête pour les enfants de Mina ? Le plus fort de ce film rieur se trouve, paradoxalement, dans la scène la plus opaque et tendue, lorsque les comptes se soldent : pas de crime, mais une *Cérémonie* quand même (au grand film marxiste de Chabrol, on pense forcément) avec sa dose de luttés de classe, de masques qui tombent et son atmosphère trouble de double manipulation. Chassez le naturel...

LAURA TUILIER

LA PRISONNIÈRE DE BORDEAUX de PATRICIA MAZUY, avec Isabelle Huppert, Hafsia Herzi... 1h 49.

«La nuit se traîne», le verrou de la fortune

Michiel Blanchart épate avec son film à la mise en scène fiévreuse sur les galères d'un serrurier dans un Bruxelles secoué par les manifestations.

L'hiver dernier, Sébastien Vanicek avait créé la surprise avec *Vermine* et sa cité envahie par des araignées géantes. Un premier long métrage nerveux, spectaculaire et inspiré, qui a valu au jeune réalisateur d'être enrôlé par Sam Raimi pour mettre en scène un spin off de la franchise *Evil Dead*. Le Belge Michiel Blanchart aura eu, lui, juste besoin d'un court métrage pour affoler les radars internationaux : *T'es morte Hélène*, sorti en 2020, primé au festival de Gérardmer en 2021, shortlisté pour les Oscars en 2022 et acheté dans la foulée, par Raimi également, pour en

faire un remake américain. On n'a hélas pas vu le film mais, au vu de son premier long métrage, *La nuit se traîne*, qui sort cette semaine en salles, on n'aura absolument aucun mal à saisir l'enthousiasme.

Apnée. Serrurier à Bruxelles, le jeune Mady enchaîne les clients. Alors que la ville est secouée par des manifestations liées aux violences policières, il reçoit l'appel d'une jeune femme dont la porte est bloquée. Après lui avoir ouvert, elle sort retirer de l'argent pour le payer et lui demande de l'attendre à l'intérieur. Il comprend un peu trop tard qu'il s'est fait avoir mais, alors qu'il s'apprête à quitter les lieux, il tombe nez à nez avec le vrai locataire de l'appartement qui se jette sur lui. En voulant se défendre, Mady tue accidentellement le type. Débute alors pour le jeune serrurier une longue nuit où les problèmes ne vont aller qu'en s'intensifiant.



Mady (Jonathan Feltre), serrurier à Bruxelles. PHOTO GAUMONT

Disons-le d'emblée, le film n'a qu'un seul défaut sérieux : la chanson de Petula Clark qui lui donne son titre, reprise francisée du *Needles & Pins* popularisé par Jackie DeShannon qu'on est obligé de se farcir quatre fois dans le film – c'est au moins trois et demi de trop. Pour le reste, on sera tout aussi direct : *La nuit se traîne* est impressionnant, voire très impressionnant.

Course. Un tour de grand huit ininterrompu, plein de passages en apnée intenable – les quarante-cinq premières minutes du film sont assez affolantes, toboggan d'emmerdes XXL qui donne envie

de s'arracher les ongles un à un. La mise en scène est fiévreuse mais retenue, sans rien de trop, capable de peindre un personnage en trois plans rapides comme de glisser ici et là quelques tableaux exaltés (un panorama sur des immeubles vides photographié façon Robby Müller post-apocalyptique). Le tout porté par un impeccable casting de têtes semi identifiées (Jonathan Feltre des *Rascals*, l'impressionnant Jonas Bloquet qu'on avait découvert en fils d'Isabelle Huppert dans *Elle* de Paul Verhoeven) avec, en unique guest de luxe, un Romain Duris tout en rage froide dans le rôle d'un chef de gang psychopathe.

On regrettera juste que Bruxelles ne soit pas davantage intégré au récit comme New York l'avait été dans *After Hours* et les *Guerriers de la nuit* ou Los Angeles dans *Collatéral* et *Miracle Mile*, classiques du film de course contre la montre nocturne – genre dans lequel *La nuit se traîne* peut d'ores et déjà être considéré comme un incontournable contemporain, rien de moins.

LELO JIMMY BATISTA

LA NUIT SE TRAÎNE
de MICHEL BLANCHART
avec Jonathan Feltre, Natacha Krief, Jonas Bloquet... 1h 31.



Laura, Mira et Steffi, trois sœurs livrées à elles-mêmes. EPICENTRE FILMS

«Paradise is Burning», brouille et débrouille

Le film suédois sur des sœurs orphelines pêche par son montage à l'emporte-pièce.

Laura, Mira et Steffi sont trois sœurs livrées à elles-mêmes, en l'absence prolongée de leur mère, sans explication. Livré à soi-même : l'expression insinue ce mélange de liberté et de contrainte, le temps infini de l'enfance et la prison de se savoir coincé, tôt ou tard, rattrapé par la société (et les services sociaux). En attendant il faut n'en faire qu'à sa tête, des journées entières. Les trois sœurs (les sœurs vont souvent par trois dans ces cas-là) sont liguées pour leur subsistance avant que rapidement chacune fasse sa vie dans son coin. Le premier long de Mika Gustafson suit leur désœuvrement, leurs vols, squats et petits délits, derniers jours au paradis. Laura, l'aînée, consciente

que ça ne durera pas, fait son possible pour leur trouver une mère de substitution. Dans ce coin de Suède aux vacances prolongées, les rituels se succèdent : premières règles, première dent de lait tombée, première clope, premier baiser. Il existe parmi les films d'enfance (dits «kids pictures») ces histoires orphelines mais orphelines à plusieurs, en fratrie, flâneuses au côté d'enfants essouffés : le vagabondage y est la seule promesse de récit. Un monde dont les adultes ont disparu, où ne subsistent que les silhouettes vociférantes, vaguement inquiétantes. Une ligne qui va de *Our Gang*, la série de Hal Roach à *La nuit du chasseur*, et de *l'Argent de poche* à *Demi-tarif*. D'ailleurs, à vrai dire, *Paradise is Burning* est un remake dissimulé, surcarnarisé et surchargé, du film d'Isild Le Besco.

Ce qui de ce paradis en décomposition gâche le tout, c'est le montage. Montage en

vrac, jump-cut et catastrophe. Se voulant libre, la fiction apparaît dès lors décousue, on n'en voit que le surbrillance de rêves qui passent, de chiens errants, de tableaux qui s'animent. Pour quoi ce choix de montage à l'emporte-pièce, ne laissant aucune scène d'exultation prendre le temps de cristalliser – semblant plagier seulement la nécessité hachurée du film de Le Besco ? En revanche, il y a Laura : Bianca Delbravo, révélation butée androgyne, aussi sauvage qu'une Maria Schneider. Gustafson a su voir une actrice novice, et la filmer de façon à la promettre, espérons, à d'autres rôles. Retenons aussi ce plan qui traîne sur l'écran télé du salon, le chien qui lève la gueule vers la pièce déjà vide – Laura a filé.

CAMILLE NEVERS

PARADISE IS BURNING
de MIKA GUSTAFSON
avec Bianca Delbravo, Ida Engvoll... 1h 48.

GINÉMA



Antoine Page a filmé son frère Angel pendant douze ans. PHOTO LA MAISON DU DIRECTEUR

«Toubib», soins et lumière

Antoine Page brosse un portrait au long cours et intime de son frère cadet Angel, qu'il a filmé pendant ses années d'études de médecine.

On connaît la blague (de carabin) : toubib or not toubib. Le documentaire d'Antoine Page sur son frère cadet Angel, trêve de plaisanterie, se colle à la puissance de vie (*to be toubib*). On n'est plus chez Molière, le médecin malgré lui doit

s'arc-bouter. Devenir toubib c'est long, pas donné. Le film, commencé en 2009 à l'entrée en fac à Besançon et achevé en 2021 sur un automnal paysage cévenol, se risque fraternellement, sans savoir si le petit frère ira au bout de ses études. Le temps que la fonction fasse

le larron, que la médecine fasse le toubib. Le travail. La solitude. Le doute. Trinité rarement filmée comme ici, au plus près, *home made*, entre frangins. *Toubib* est un récit d'apprentissage par essence, ainsi de ces films qui brossent un portrait (de famille) au long cours, comme firent *Boyhood* de Richard Linklater et *Vivre de* Judith Abitbol aux deux bouts de l'existence, sur des années.

L'apprentissage est cette posture particulière tenant du travail et pas encore du métier, de l'étude et pas encore de la charge. Douze années suivies par ce grand frère cinéaste et producteur s'étendant, et le temps que ça prend pour «faire médecine», et un film parfois, découpant son documentaire en chapitres – première, deuxième et troisième année, externat, internat, thèse, etc.

Apprentissage. Vocation, dévouement, travail acharné, épuisement, loupés (ah, faire une piqûre...), voyages, stages, gravissement des échelons du savoir et de la pratique, questionnements des origines (la rapport au père médecin auquel le film est dédié, mort quand Angel avait 11 ans) et sur sa destinée à soi, généraliste ou spécialiste. Il faut suivre Angel sur autant d'années pour obtenir le portrait exemplaire d'un personnage qui paradoxalement ne représente que lui, ce qu'il devient et ce que l'apprentissage, savoir et expérience, lui dicte. Par exemple, que la première chose à faire pour

que la situation de l'hôpital, et des déserts médicaux, change, est de voter à gauche.

Secret. Antoine Page a ainsi filmé Angel Page «comme la page d'un livre», dit ce dernier pour décliner son identité. Les frères qui font du cinéma, des Coen aux Taviani en passant par les Safdie, Larrieu ou Quay, sont légion. Ici c'est autrement fait, les postes différemment distribués, devant et derrière la caméra, le cinéaste filmant l'acteur son cadet, documentant leur beau rapport fraternel au passage. La qualité de l'intimité, secret et solitude toujours, hormis quelques scènes de groupe à la fac ou pendant les sessions d'exams, est précieuse. L'enseignement est aride et le défi – soigner ses semblables – démesuré. Mais apprendre, c'est apprendre le vaste monde : de Besançon à Sofia, de Marseille (le Château en santé, centre de soins associatif des quartiers Nord) aux Cévennes, sans compter les nombreux stages. *Toubib* enregistre toutes les couleurs et les saisons, les barbes coupées et les disciplines longues (chirurgie ophtalmologique, réanimation, pneumologie...). Du frère il scrute l'évolution rigoureuse et brouillonne, les saccades, l'abnégation, les rires, l'exercice du secret. «La médecine, c'est un espace secret, en quelque sorte, car le secret médical est au centre de la pratique.»

CAMILLE NEVERS

TOUBIB d'ANTOINE PAGE avec Angel Page... 1h53.

«La Belle Affaire», billets de branques

A partir d'une histoire vraie, Natja Brunckhorst imagine une escroquerie menée au culot par les résidents d'un quartier ouvrier de l'ex-RDA en 1990.

L'anecdote est cocasse, et laisse le champ libre aux fantasmes. Au cours de l'été 1990, veille de la réunification de l'Allemagne, la banque d'Etat de la RDA entreprend de stocker plusieurs centaines de milliards de marks est-allemands dans un entrepôt souterrain à Halberstadt pour les y laisser pourrir. Un pactole bientôt sans valeur, puisque la population est-allemande dispose alors d'un temps limité pour changer ses devises et adopter l'union monétaire sous le signe du Deutsche Mark. Des années plus tard, plusieurs anomalies dans la circulation des billets de banque permettent d'attester que des cambrioleurs se sont intro-



Sandra Hüller et son équipe de malfaiteurs un rien bras cassés. PHOTO KMBO

duits dans la planque secrète, deux d'entre eux ayant même été surpris en flagrant délit avec des sacs remplis de grosses coupures. Juteux point de départ pour un film de casse, et encore plus pour une comédie où l'Allemande Natja Brunckhorst imagine une escroquerie menée au culot par

les résidents d'un quartier ouvrier, solidaires dans le projet de «rendre son argent au peuple» et faire les poches aux capitalistes de l'ex-RFA. Pour sûr, ces malfaiteurs un rien bras cassés se laissent d'abord corrompre par le démon de la consommation avant de s'essayer à racheter

l'usine qui les a licenciés, laissant planer quelques réflexions très littéraires sur les vices de l'argent – ainsi que les aurait prêtées Booba, «que faire de toute cette oselle ?». La présence au casting de Sandra Hüller (*Anatomie d'une chute*), la plus allemande des actrices césariées, n'est sans doute pas pour rien dans le choix d'exporter le film en France, en comptant d'autant plus sur la bonne fortune des récits historiques sur les derniers jours de la RDA. Anecdote dans le genre choral «Good Bye Lenin rencontre Ken Loach» cette *Belle Affaire* sent surtout l'écriture télécharge tamisée de filtre orangé *feel good*, et n'offre rien de bien consistant au-delà d'une nostalgie teintée d'amertume pour le temps révolu de l'entraide.

SANDRA ONANA

LA BELLE AFFAIRE de NATJA BRUNCKHORST avec Sandra Hüller, Max Riemelt, Ronald Zehrfeld, 1h56.



La fin consacrée à l'artiste Bettina Grossman, morte depuis le tournage, est émouvante et sublime. PHOTO LES ALCHEMISTES

«Dreaming Walls», chambres avec vies

Dans un beau documentaire, les Belges Maya Duverdier et Joe Rohanne retracent l'histoire du Chelsea Hotel, temple artistique new-yorkais transformé en hôtel de luxe.

«**A**vant moi rien ne fut créé qui ne soit éternel, et moi éternellement je dure. Vous qui entrez, laissez toute espérance.» Inscrits au frontispice de la porte de l'Enfer dans la Divine Comédie, les mots qui accueillent le voyageur reviennent en écho à certain moment de ce surprenant et beau documentaire, entre deux apparitions d'âmes errantes, de vieilles gens au cœur brisé et tendre, de corps courbés sous les années. *Dreaming Walls: Inside the Chelsea Hotel*, le titre original dit l'essentiel. Qu'on est ici «à l'intérieur», en quelque sorte dans la matrice, lieu organique, vivant, mourant, rêvant, ressuscitant. Qu'il faut ici, pour en effet être surpris, non seulement laisser toute espérance – et tant pis si la mort et la décrépitude, les

fantômes, rôdent tandis que le vacarme des travaux de réflexion abrutissent les derniers résidents «historiques» – mais abandonner d'abord tout préconçu, ces réserves qu'on tenait prêtes. Du type: encore un documentaire en ode chic-nostalgique à la contre-culture new-yorkaise, beat generation, pop et punk, psyché et hippie, Warhol, Chelsea Girls, Mapplethorpe et Patti Smith, Jonas Mekas, Shirley Clarke, Dylan Thomas et Marilyn, ou Madonna vintage, tout un charivari pour célébrités ayant vécu ou séjourné dans ce mausolée ver-moulu, chanté par Leonard Cohen en mémoire de Janis Joplin et immortalisé par plusieurs générations d'artistes, peintres, bohèmes: le Chelsea Hotel, sa légende, ses *beautiful people*. Comble du label arty, c'est Scorsese qui produit. On se préparait donc à l'évocation fétichiste, à l'énumération pailletée des temps jadis dans le sépulcre maintenant vénérable, célébration moins que vivace. Et puis, pas du tout.

Briques. C'est beaucoup plus fantastiquement morbide et bouleversant que ça. C'est un film sur la vieillesse

et l'art, au purgatoire moins qu'en enfer, planté dans les limbes de l'attente double, de la fin de travaux interminables, et de sa propre fin. Passé les premières secondes attendues, ombres des disparus sur les fameuses briques rouges de l'hôtel qui font des spectres avantageux, les deux cinéastes belges, Maya Duverdier et Joe Rohanne, venus à huit reprises pendant deux ans (2018-2020), entament une autre visite, le voyage dans le temps du cinéma, par le cinéma, art du passé, du temps qui passe, et des corps qui en sont les ombres traversantes. Merle Lister, Bettina Grossman, Rose Cory, Susan Kleinsinger et Joe Corey, Skye Ferrante, Gerald Busby, Steve Willis, sont les bizarres, excentriques, gardiens du temple. Artistes, esthètes et résidents, ils vivent depuis parfois des décennies dans l'hôtel-matrice sur le point de se métamorphoser en revival de luxe pour quartier gentrifié de Manhattan. Que devient un artiste qui vieillit, survivant, méconnu, sans la renommée de fantômes cotoyés éternellement jeunes? Quand de sa génération, il ne reste que lui, qu'elle? Il «occupe» le lieu, s'y déplace et s'y projette. Il le squatte, en hante les corridors et le lobby, les chambres au lustre magnétique ou en bordel du syndrome de Diogène (la fin consacrée à Bettina Grossman, morte depuis, est émouvante et sublime). Occupation de l'édifice «fermé pour travaux», jusqu'à disparition. Les ombres et les archives remontent, créant des chocs entre jeunesse et vieillesse (la chorégraphie de Merle dans les escaliers, ou

les visages soudain jeunes de films et photos privés), minutieusement amenés et sans nostalgie: c'est la mélancolie qui submerge.

Ruines. Comment créer là un art encore vivant? C'est un fantôme d'art, un art qui

ne s'est pas vu vieillir tout seul, où le vieillissement est le sujet et crée un art nouveau – un art nouveau des ruines. *Dreaming Walls* est un film sur la mort et ses résurrections. L'hôtel a rouvert fin 2022: une nuit au Chelsea vous coûte doréna-

vant entre 800 dollars (716 euros) la chambre simple et 3000 la suite royale. Le prix du paradis.

C.N.

DREAMING WALLS
de MAYA DUVERDIER
et JOE ROHANNÉ... 1 h 20.

JAZZ à la Villette
29 août / 8 septembre 2024
jazzalavillette.com

Philarmonie de Paris
La Pépinière / La Villette
New Morning
Jazz de la Place
Studio de l'Érmitage
La Dynamo
Villette Maury

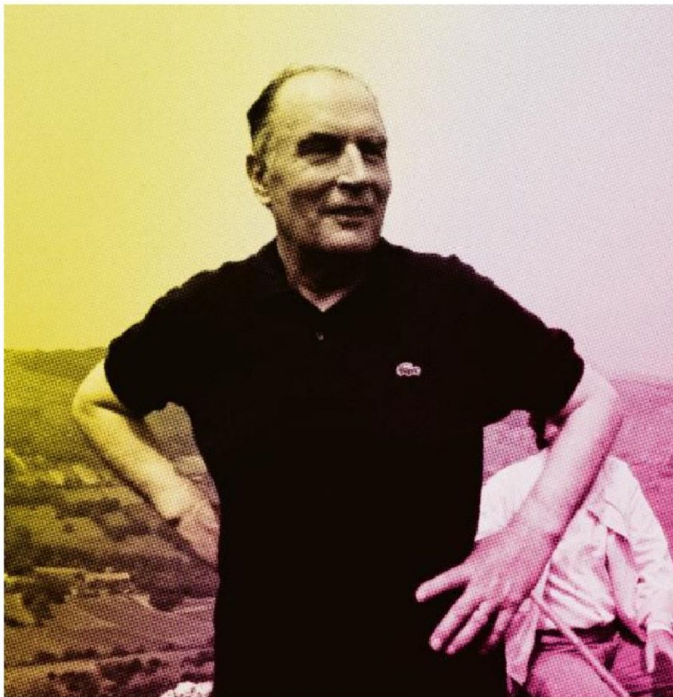
BRAD MEHLDAU
MAHALIA
KERRY GARRETT
CURTIS HARDING
ALFA MIST
MURIEL GROSSMANN
TINARIWEN
ALICE RUSSELL
MAKAYA McCRAVEN
KNOWER
DELORES
THE STRANGERS
GONNERS, EXTRACTS, LIES
LARRY THE TRUTHSPEAKER

france.tv tvgit jazz

REVENEZ-NOUS (7/8)

Unir les gauches irréconciliables

François Mitterrand Avec l'habile président PS des années 80, convertissons maximalistes et réalistes à une culture de gouvernement qui change la vie des gens.



Je ne vois que toi, cher François Mitterrand, qui puisses tirer la gauche de ce mauvais pas où elle s'embourbe en cet an de disgrâce 2024. Je ne vois que toi à qui faire appel pour marier durablement les faux frères du Nouveau Front populaire, leur permettre de dépasser les rebuffades de Macron et de s'éviter une nouvelle déroute devant l'histoire. François, je vais te tutoyer et t'appeler par ton prénom, comme seuls le faisaient tes compagnons d'évasion de stalag, les membres du réseau de résistance que tu dirigeais ou les conjurés de la Convention des institutions républicaines, parti aux airs de société secrète à la Balzac que tu as fondé et qui a préfiguré la refondation du PS en 1971. Pour t'inciter à prendre les choses d'aujourd'hui en main, je vais te parler franchement sans m'encombrer des salamalescs révérencieux que tu ne détestais pas qu'on te serve une fois entré à l'Elysée en 1981. Ta vista et ta canaillerie, ta rouerie et ton machiavélisme m'intéressent, car tu avais réussi à unir les forces de progrès à une époque, les années 70, qui ressemble assez à la nôtre. Tu avais maille à partir avec le soviétisme finissant du PCF qui prenait ses ordres à Moscou et tenait d'une main de fer sa banlieue rouge. Le parti des fusillés savait aussi souder le monde ouvrier autour d'une culture populaire

de bon aloi et de valeurs humanistes estimables. Les cocos d'alors, tu les connaissais par le menu et tu n'avais aucune fascination pour leur aura de supernova en perdition. Tu as pratiqué avec eux la tactique de l'édredon et de l'étouffoir. Avant 1981, tu as fait mine d'accepter un farouche «Programme commun» face auquel les récentes propositions du Nouveau Front populaire sont de la gnognotte. Conscient de l'évolution de la sociologie électorale, tu as parié sur

les cois blancs pour remplacer les bleus de chauffe, déjà délavés par la désindustrialisation. Matois, tu as ignoré les outrances de Georges Marchais, le secrétaire général aux tempêtes grossières et tu as avalé sans déglutir les couleuvres du comité central du PC en plein raidissement moribond. En évitant de faire feu sur les ours savants de la place du Colonel-Fabien, tu as réussi à plumer la volaille communiste... Désormais, c'est Mélenchon qui joue Marchais, l'incurie théorique en moins et la verve de tribun en plus. Il bat tambour pour une politique étrangère que n'aurait pas désavoué l'irascible Georges aux sourcils revêches. Tous deux se dament pour la Pax Russia et pour Gaza quand, européen avant tout, tu avais soutenu l'Otan et plaidé pour deux États en Israël-Palestine. Sinon c'est LFI qui a pris la place du PCF dans la

France des tours, loin de la France des bourgs qui convole avec le RN. Le PCF tablait sur une classe ouvrière en voie de disparition. LFI parie sur des quartiers colorés, loin d'être en récession. Tu serais surpris de voir combien Mélenchon, ton ancien ministre, a viré sa cuti. Son côté laïcard et bouffeur de curés étonnait alors les fils d'une catholique fervente et l'élève des frères maristes que tu étais resté. Sa conversion au multiculturalisme, sinon au communautarisme musulman, a de quoi interloquer. Mélenchon a beau masquer cette abjuration derrière un concept de «créolisation» pimenté d'indigénisme, tu verras que le franc-maçon universaliste s'est rallié sans un hoquet de regret au différentialisme et au séparatisme.

Avec l'extrême gauche, Mélenchon et toi avez eu des flirts inverses. Jeune, il était trotskiste lambertiste, obédience secrète et endurcie. Il a rallié la social-démocratie au moment où tu en pilotais la version française. Voilà désormais qu'il gobe toutes les mouches intersectionnelles et happe les frelons aux dards les plus venimeux.

Toi, tu as réussi à faire danser le tango aux légions gauchos qui, en 68, étaient prêtes à te trouer la peau. Les libertaires n'ont eu qu'à se féliciter des avancées sociétales nées de tes mandats. La partie de ceux-ci

qui a viré libérale s'est régalée de la normalisation à laquelle tu t'es résolu en matière économique. Précisons que tu l'as échangée contre une stabilité géopolitique dont, en 2024, on peut avoir la nostalgie. Les éternels poings dressés d'alors, tu les as desserrés à ta manière, faussement cauteuse, jamais bryant une quoique parfois cinglante et peu oublieuse des offenses. Et ils sont devenus tes éléphanteaux au PS, puis les centurions de tes gouvernements.

Comment vas-tu te débrouiller pour ressouder un camp qui a rarement été aussi fracturé ? Pour retrouver un cap commun, il te faudra naviguer au près serré dans l'archipel des identités devenues autant d'écueils. J'attends avec impatience que l'avocat soucieux des droits de la défense et l'homme à femmes que tu étais prenne la mesure du tournant accusatoire du néoféminisme qui tient les bonnes volontés masculines sous son emprise. Je suis plus confiant dans tes capacités à verdir tes ambitions. L'homme qui caressait les peupliers charnais, les pins des Landes et les chênes du Morvan ne peut qu'être bien avisé pour en remonter aux soulevés de la Terre et autres Greta Thunberg.

Mais je compte surtout sur ta facilité manœuvrière et ta malice institutionnelle. L'homme-ministre de la IV^e République que tu as été va se régaler du tripartisme né de la dissolution fomentée par Macron. Ce n'est pas toi qui, par vanité, aurais laissé filer la proie pour l'ombre. Tu aurais courbé l'échine et supporté en solo la dureté des temps comme tu l'as fait lors de la cohabitation avec Chirac. Tu aurais négocié pied à pied sans jamais sacrifier le moindre pouce de terrain. Endurer, biaiser, patienter, tu savais faire. L'acharné président de la V^e qui a réussi à imaginer un référendum sur le référendum pour éteindre la guerre scolaire en 1984 ne peut rester démuné par ces temps de guérilla législative. L'auteur du *Coup d'Etat permanent*, qui s'en prenait à la monarchie républicaine instaurée par De Gaulle tout en usant de toutes les ficelles de la Constitution de 1962 a plus d'un tour dans son sac de brigand du Palais-Bourbon. Et l'imaginaire volontiers que tu as déjà allumé la mèche lente de la dynamite psychologique qui fera exploser l'orgueil de ton lointain successeur élyséen et le verra jeter le gant et démissionner avant terme. Pour que la gauche unie retourne rue du Faubourg-Saint-Honoré, il te faudra alors veiller à ce qu'elle nous épargne le centrisme accommodé comme l'opposition pavlovienne et la provocation suicidaire. Elle devra être plus Jean Jaurès que Jules Guesde, plus Léon Blum que Marceau Pivert. Tu n'étais ni Mendès, ni Rocard, ni Krivine, ni Poutou, et surtout pas Bayrou. Tu fus trop de droite dans ta jeunesse pour oublier que le triomphe est venu quand, sur le tard, tu as rallié une gauche éclairée. Tu étais un marieur de contraires et un araseur de contrariétés. Pour arriver à leurs fins, j'aimerais que Glucksmann qui est très Rocard et Ruffin qui fréquenta trop Mélenchon s'inspirent de toi. Tous deux doivent viser ce point de ralliement où tu tenais debout sans prendre trop de ballants, jonglant entre réel et idéal. ♦

Par LUC LE VAILLANT

LE PORTRAIT